1540 COMPASS

HIVER 2015 NUMÉRO 8

Photo Courtoisie d'INTERPOL

Débat sur la Culture de Sécurité de CBRN au Partenariat Global : En Progression - p. 12

Capacité de CBRNE d'INTERPOL et UNSCR 1540 -p. 18

1540 COMPASS

http://cits.uga.edu/1540compass

Un journal d'opinions, commentaires et idées pour la mise en œuvre effective de la résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme par des acteurs non- étatiques.

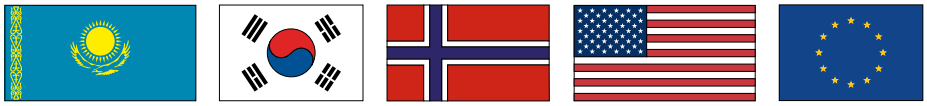
Personnel de l'éditorial

Rédacteur en Chef :	Igor Khripunov
Rédacteur de Gestion :	Christopher Tucker
Rédacteurs auxiliaires :	Brittany Peace
Concepteur :	Ronda Wynveen
Consultant:	James Holmes
Responsable commercial :	Karen Cruz

Publié par le Centre pour la Sécurité et le Commerce Internationaux, Université de Géorgie, en coopération avec l'Office pour les Affaires de Désarmement des Nations Unies et à l'aide de contributions du Kazakhstan, la République de Corée, la Norvège, les États-Unis et l'Union Européenne. Les opinions exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre pour la Sécurité et le Commerce Internationaux, des Nations Unies ou celles des bailleurs de fonds à savoir le Kazakhstan, la République de Corée, la Norvège, les États-Unis et l'Union Européenne.

CITS
THE UNIVERSITY OF GEORGIA
CENTER *for* INTERNATIONAL TRADE & SECURITY

UNODA
United Nations Office for Disarmament Affairs



Le Compass 1540 est autorisé par la licence d'Attribution Créative Commons-Non Commerciale. Son contenu peut être reproduit pour des buts non-commerciaux, à condition que la source soit correctement attribuée. La licence complète peut être vue en ligne à http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/legalcode .

Les opinions exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Centre pour la Sécurité et le Commerce Internationaux ou des Nations Unies

Le Compass accueille favorablement les lettres et les articles de tous les intéressés avec l'exécution de 1540. Les articles doivent avoir une longueur de 1.500 à 2.000 mots et être rédigés en anglais. Les photographies numériques doivent être soumises dans leur format original, en général JPEG ; les photographies scannées doivent être enregistrées dans un format sans perte comme TIFF ou BMP. Envoyez les soumissions à compass@cits.uga.ed.

Table des matières

Du Rédacteur 2
Igor Khripunov
Op-ED : L'année a été bonne 3
L'Ambassadeur Oh Joon

FORUM DE DÉBATS

CARICOM et UNSCR 1540 5
O'Neil Hamilton
Perspectives multi-disciplinaires dans la culture de la Sécurité de CBRN 6
Nisreen Al-Hmound
Culture de la Sécurité de CBRN et mission de STCU 6
Curtis « BJ » Bjelajac
Créant des Cultures de sûreté et sécurité dans et par l'Université 7
Falah H. Hussein
Promotion de la Culture de Sécurité par l'Éducation : Expérience de l'Université Ibn Tofail (UIT), Maroc 7
Oum Keltoum Hakam
Sécurité de CBRN : Gérer les Nouvelles Menaces 8
Mohamed A. Hashim
L' « Art et la Science »pour contrer les armes de destruction massive et le terrorisme de CBRN 9
Dana Perkins
Sécuriser des frontières par un Partenariat Public-Privé 10
Capitaine Teotimo Borja
Gouvernance d'Entreprise et Gestion de la Conformité Interne aux normes 11
Karlheinz Schnaegelberger

ARTICLES

Débat sur la Culture de Sécurité de CBRN au Partenariat Global : En Progression 12
L'Ambassadeur Bonnie D. Jenkins
Capacité de CBRNE d'INTERPOL et UNSCR 1540 18
Ali Rached
Résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Inde 23
Rajiv Nayan
ISO 19600 comme Référence pour la Gestion de la Prolifération dans un Système de Gestion Intégrée de la Conformité 27
Dr. Bartosz Makowicz
Ne calcule pas : Robotique et Résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU 31
Iraki Beridze
Examinant l'Interface Entre La Culture De La Sécurité Nucléaire Et La Culture De La Sûreté Nucléaire 34
Terry Kuykendall et Igor Khripunov
Bâtir la Culture de Contrôle du Commerce Stratégique : Vers Une Nouvelle Phase Dans La Non-prolifération 38
Dr. Andrea Viski
Le Forum De La Société Civile De New Delhi Identifie Des Pratiques Efficaces De Mise En Œuvre De La Résolution 1540. 'UNSCR 41
Ian J. Stewart et Rejiv Nayan
La Continuation Au Processus De Wiesbaden Favorise L'échange Des Meilleures Pratiques Pour Lutter Contre Les Risques De Prolifération - Réunir Les Menaces De Prolifération Avec Les Systèmes De Gestion De La Conformité Efficaces 46
Michael Weiss
Événements d'Intérêt 50

Éditorial

Depuis le poste d'observation du début de 2015, regardant rétrospectivement l'an dernier, les intervenants de la résolution 1540 d'UNSCR ont toutes les raisons d'être très contents. Cette parution de Compass 1540 offre un article de l'Ambassadeur Oh Joon avec la vue d'ensemble des activités et des accomplissements du Comité 1540 sous sa conduite comme Président du Comité.

Maintenant que l'agenda chargée de l'année dernière est terminée, une nouvelle mission difficile se profile sur l'horizon du Comité : organiser, d'ici à décembre 2016, un Examen Exhaustif sur l'état de la mise en œuvre de la résolution 1540. Pour l'instant, il y a encore peu de détails connus sur ce que cela impliquera UNSCR 1977 déclare seulement que ce sera "un examen complet", "y compris, le cas échéant, des recommandations sur les modifications du mandat." Au-delà de cette orientation générale, la résolution 1977 a remis à la Commission une ardoise en blanc sur laquelle inscrire des idées pour la mise à niveau des mesures de non-prolifération et de contrôle à l'exportation à travers le monde.

En bref, la Conférence d'Examen constitue une occasion de former l'ordre du jour. Aidez-nous. Comment le Compass 1540 peut-il aider à concevoir une conférence qui donne des résultats maximum ? Au minimum, l'équipe de rédaction projette de compiler les idées et les meilleures pratiques suggérées par les contributeurs du Compass dans les articles et lettres passés et futurs — et dans les écrits qui restent à venir. Nous transmettrons ceci au Comité 1540 dès qu'il commencera les préparatifs de la rencontre. Commençant par le numéro de l'été 2015, par conséquent, notre accent pour les prochains numéros sera sur comment les gouvernements et institutions internationales peuvent renforcer la mise en œuvre de la résolution 1540 et sa durabilité au cours des cinq prochaines années du mandat prolongé de la résolution.

Mes chers lecteurs, vos contributions seront bienvenues. Laissez que vos esprits-et stylos-courent librement !

IGOR KHRIPUNOV
RÉDACTEUR, COMPASS 1540
CENTRE POUR LE COMMERCE ET LA SÉCURITÉ
INTERNATIONAUX

Op-ED : C'était une bonne anné

Ambassadeur Oh Joon
REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE AUX NATIONS UNIES À NEW YORK ET PRÉSIDENT DU COMITÉ 1540 2013-2014

Décembre 31, 2014, était le dernier jour de la République de Corée comme membre élu du Conseil de sécurité, qui marque aussi la fin de ma présidence du Comité 1540. J'ai eu le grand privilège aussi bien que la responsabilité de servir de président de cet organisme subsidiaire important du Conseil de sécurité. En tant que tels, il serait intéressant de regarder rétrospectivement ce que le Comité a réalisé pendant les dernières deux années et d'envisager l'avenir, en particulier, ayant marqué le dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1540.

Augmentation Substantielle des Rapports des Réalisations Nationales

Je voudrais commencer par illustrer certains des progrès accomplis dans l'application de la résolution 1540. Les États sont tenus de faire un rapport sur les mesures qu'ils ont prises pour appliquer la résolution, et à la fin de 2014, 90 % des 193 États membres des Nations Unies avaient fait ces rapports. Cela montre le soutien massif de la communauté internationale en faveur de la résolution UNSCR 1540 . Cependant, vingt États n'ont pas encore fait leur rapport malgré les efforts considérables visant à les encourager à le faire. Amener ces états à s'intégrer doit continuer à être une priorité pour le Comité.

Compte tenu de l'évolution rapide des développements scientifiques, technologiques et commerciaux — sans parler des changements dans le panorama de la sécurité internationale — la mise en œuvre effective de la résolution exige une attention constante. À cet égard, la résolution 1977 (2011) a encouragé les états à rédiger des rapports additionnels. Il est encourageant qu'en 2013 et 2014, il s'est produit une forte hausse sur les années précédentes dans la présentation des rapports nationaux. Au cours des quatre années précédentes, le nombre moyen de rapports reçus chaque année était de sept. En2013 le Comité a reçu 28 rapports --et en 2014 ce niveau s'est maintenu.

Il y a deux facteurs auxquels cette augmentation peut être attribuée. Tout d'abord, en 2013 et 2014, il y a eu une augmentation substantielle du nombre d'événements de sensibilisation de divers genres menés à niveau national et régional. En 2013, les experts et membres du Comité ont participé à 90 événements. Ceci représentait une augmentation de 75 pour cent sur l'année précédente. En 2014 l'activité a été maintenue à un niveau à peu près identique, avec 87 événements. Un élément essentiel de ces activités a été l'occasion d'un compromis direct avec les États, à laquelle le Comité a attribué un rang de priorité élevée. Ce compromis direct était sous forme de visites dans les États, à leur invitation et en tables rondes nationales avec les principaux intervenants nationaux. J'espère sincèrement que cette priorité sera maintenue dans les prochaines années.

À mon avis, le deuxième facteur important qui a stimulé le compromis accru est la plus grande sensibilisation promue grâce à des activités en 2014 marquant le dixième anniversaire de l'adoption à l'unanimité de la résolution. Le Conseil de sécurité a fourni l'élan principal au cours du Débat Ouvert à Niveau Élevé sur la résolution 1540 le 7 mai 2014. Le ferme soutien pour la résolution 1540, exprimé dans la déclaration présidentielle et les déclarations individuelles de plus de 60 États membres ont contribué à nos travaux de galvanisation. Outre la réunion du Conseil de sécurité, il y a eu six événements consacrés au dixième anniversaire qui se sont tenus dans le monde, y compris à New York.

Amélioration de l'Efficacité du Mécanisme d'Assistance

En ce qui concerne l'assistance, à partir des interactions que les membres de la Commission et les experts ont eu avec les États, il est clair qu'un certain nombre d'entre eux ont besoin de beaucoup d'aide pour renforcer leur capacité à s'acquitter efficacement des obligations de 1540. Particulièrement l'année dernière, la Commission et ses experts ont fait un effort spécial pour aider les États qui ont besoin d'assistance à bien définir leurs demandes et à identifier les prestataires d'assistance appropriés. Il est encourageant de constater que pas moins de 47 états ont indiqué au Comité qu'ils sont prêts à fournir une assistance à d'autres états pour appuyer la mise en œuvre de divers aspects des obligations. Aussi, de la même façon, 19 organisations internationales de divers types ont signalé leur volonté d'apporter de l'assistance.

Je suis certain qu'il y a des façons d'améliorer le système par lequel l'aide est apportée. Lorsqu'une demande d'assistance est reçue, une réponse rapide est essentielle pour faire progresser les capacités et provoquer ainsi la pleine application de la résolution. J'espère que le prochain Examen Complet de la résolution examinera cette question soigneusement, notamment en donnant à la Commission les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins d'assistance spécifique d'une manière plus efficace. La fourniture de cette assistance apportera des dividendes importants sous forme d'une meilleure mise en œuvre par les États qui ont des capacités

limitées.

Pendant ma collaboration avec des Organisations Internationales, Régionales et Sous-Régionales et la Société Civile,

j'ai pu également observé que les approches régionales pour favoriser une meilleure exécution semblent apporter des résultats positifs. C'est le cas si l'effort est mené par une organisation régionale ou sous-régionale — ou se déroule directement entre des États qui pourraient être des voisins ou qui ont des intérêts communs ou convergents. Pendant ma propre participation aux activités régionales, telles que l'Organisation Pour La Sécurité Et La Coopération En Europe à Vienne, avec l'Union africaine à Addis-Abeba et à un séminaire régional Asiatique à Séoul, j'ai vu les avantages de première main. J'ai noté comment les 1540 points de contact nationaux peuvent être engagés et activés à l'échelon régional. Cette expérience me mène à soutenir l'idée de fournir la formation pour des points de contact sur une base régionale, pour que les conditions et les nécessités locales soient correctement prises en considération.

Je dois également reconnaître le soutien extrêmement précieux et accru fourni par les bureaux régionaux du Bureau de l'ONU des Affaires De Désarmement, en Afrique, Asie et Amérique latine ces dernières années. Cela a permis de renforcer notre travail dans ces régions.

Je dois aussi rendre hommage à ces organisations internationales dont les mandats se chevauchent avec les obligations de la résolution 1540 , en particulier l'Agence Internationale de L'énergie Atomique, l'Organisation pour la Prévention Des Armes Chimiques, le Bureau de l'ONU sur les Drogues et la Criminalité, INTERPOL et l'Organisation Mondiale Des Douanes pour leur collaboration et engagement avec la Commission et ses experts.

Un élément important dans la sensibilisation de la Commission au cours des deux dernières années a été son engagement avec la société civile, en particulier les milieux universitaires, de l'industrie et parlementaires. Cela a été un élément important des travaux de la Commission au cours de cette période. La nature des obligations en vertu de la résolution 1540 signifie qu'elles ne seront pas effectivement et pleinement appliquées sans engagement direct avec ce secteur. Je mentionnerai juste deux des multiples événements de société civile dans lesquels j'ai été personnellement impliqué.

J'ai eu la chance d'avoir la possibilité de m'adresser à l'Union interparlementaire de l'Assemblée de 2013 (UIP) et d'aider à sensibiliser les parlementaires sur la résolution 1540. Dans la plupart des pays, ces personnes sont celles qui doivent approuver la législation nécessaire pour mettre en applications les obligations en vertu de la résolution 1540 — et d'approuver la disposition des ressources financières nécessaires. Le Comité devrait trouver des moyens de continuer à développer le compromis avec ce secteur qui est si important pour l'exécution de la résolution.

En octobre 2014, j'ai participé à une réunion avec l'industrie à Francfort. C'était la troisième d'une série annuelle accueillie par l'Allemagne connue sous le nom de « processus de Wiesbaden. » Un engagement régulier et soutenu avec l'industrie est essentiel pour pouvoir développer et assurer l'application effective de la résolution. Le commerce global est dans un état constant d'évolution, et c'est un défi pour les gouvernements de maintenir des lois et des règlements efficaces sans empêcher les activités commerciales légitimes. Un exemple important, qui mérite une attention particulière, est l'expansion rapide des transferts de technologies immatérielles et, allié à cela, l'obligation de prévenir le financement de la prolifération. Ces deux domaines devraient être examinés de manière approfondie dans le prochain Examen Complet.

Deux autres secteurs qui méritent une attention particulière sont la sécurité biologique et les contrôles à l'exportation. En général les états ont pris peu de mesures d'application dans ces deux secteurs. Ils sont profondément affectés par les progrès technologiques et l'évolution du commerce mondial et donc présentent des défis particuliers aux États en matière de réglementation efficace et durable.

Pour l'avenir — Processus d' Examen Complet et Futurs Défis

Envisageant l'avenir, la Commission 1540 commencera ses travaux sur l'Examen Complet de la mise en œuvre conformément à la résolution 1977. Les stratégies pour atteindre les objectifs de la résolution 1540 et les moyens pratiques de leur mise en œuvre seront traités. À mon avis il sera également très important dans ce processus de tenir compte des implications des progrès en science et technologie, la nature changeante du commerce mondial et l'impact sans précédent de ces développements sur les activités des acteurs non étatiques et les terroristes — un impact qui, à certains égards, est déjà manifeste.

Bien que la République de Corée quitte le Comité 1540, mon gouvernement sera toujours un défenseur solide et proactif de la résolution 1540 — comme nous l'avons été depuis son adoption en 2004. Notre contribution financière cette année au Fonds fiduciaire des Nations Unies pour soutenir les activités du Comité est une démonstration de cet engagement. J'attends avec intérêt l'exécution réussie et complète de la résolution 1540 dans les prochaines années.

1540 COMPASS

FORUM DE DÉBATS

Veuillez envoyer vos lettres pour le Forum de Débats au Rédacteur en Chef Igor Khripunov à i.khripunov@cits.uga.edu. Les lettres ne doivent pas excéder 500 mots.

CARICOM ET UNSCR 1540

Faire progresser les activités de non prolifération dans l'Hémisphère Sud est demeuré une assez exigeante et redoutable entreprise compte tenu des innombrables défis de capacité de ces États — en particulier les petits — qui sont encore assujettis à l'optimisation des ressources financières et humaines, requises pour atteindre les exigences juridiques, la mise en œuvre et les conditions WMDinistratives. En effet, cette réalité se rapporte non seulement à la mise en œuvre de la résolution 1540 d'UNSCR, mais à des difficultés similaires pour atteindre les obligations en vertu du Traité De Non-prolifération Nucléaire (TNP), La Convention Sur Les Armes Chimiques (CAC) Et La Convention Sur Les Armes Biologiques Et Toxiques.

Au cours des cinq dernières années, les hauts responsables de la politique et del'exécution dans toute la région des Caraïbes ont démontré leur compromis envers l'avancement des activités de non prolifération, nonobstant les priorités concurrentes sur le plan de la sécurité traditionnelle — particulièrement en empêchant le trafic des stupéfiants illicites et d'armes légères, qui reste un problème perpétuel dans les Caraïbes. Ces représentants ont également fait remarquer, cependant, que le rythme progressif des activités liées à la non-prolifération s'est accéléré considérablement une fois que les États membres de la communauté des Caraïbes (CARICOM) ont adoptés une approche régionale pour promouvoir la non-prolifération. L'approche coopérative s'applique non seulement à la résolution 1540 et aux trois régimes multilatéraux de non-prolifération mais aussi à la résolution 1373 et aux régimes de sanctions.

Cette approche n'a pas seulement avancé la mise en œuvre de la résolution 1540 d'UNSCR dans les Caraïbes, mais a également versé des dividendes en aidant les membres de la CARICOM à s'acquitter de leurs responsabilités aux termes de la CWC et du NTP. En effet, une coopération étroite entre le Programme De Mise En Œuvre de 1540 du CARICOM et le Secrétariat Technique de l'Organisation pour l'Interdiction Des Armes Chimiques (OPCW) a donné lieu à des gains importants au sein de la région, en aidant les États à respecter leurs obligations en vertu des Articles VII et X de la Convention et de construire des cadres pour répondre aux urgences chimiques. En ce qui concerne le NPT, la coopération avec l'Agence Internationale De L'énergie Atomique (l'IAEA) a réalisé des avances significatives, pas simplement dans des secteurs traditionnels d'emphase tels que la sécurité nucléaire et la sûreté mais également dans les sauvegardes et la vérification. En outre, la coopération récente avec l'exécution du programme 1540 de CARICOM dans des domaines pertinents pour la santé et les secteurs productifs dans les Caraïbes, notamment les mécanismes d'intervention pour les situations d'urgence nucléaires et radiologiques et de procédures pour le transport des matières radioactives — ont approfondi et renforcé les mesures nationales et régionales relatives au NTP.

Avec cette approche nouvelle et en pleine expansion centrée à tirer parti des mécanismes régionaux comme le programme de CARICOM pour faire avancer les objectifs de la non-prolifération, il est essentiel que la communauté internationale fournisse suffisamment de ressources pour que ces entités maintiennent les progrès accomplis en matière de non-prolifération.

Enfin, des discussions sont déjà en cours pour évaluer la marche à suivre sur la mise en œuvre de 1540 dans le cadre de l'Examen Complet de 2016. Il est fondamental que ces délibérations examinent les façons d'accroître les mécanismes régionaux et les approches pour faire avancer le processus de mise en œuvre. Sans aucun doute, l'expérience au sein de CARICOM démontre que centrer les procédés de mise en œuvre de manière régionale peut bénéficier les États membres — en particulier ceux qui font face à des défis significatifs de ressources et de capacité limitée.

O'Neil Hamilton
COORDONNATEUR RÉGIONAL d'EXÉCUTION , résolution UNSCR 1540,
SECRÉTARIAT DE CARICOM

PERSPECTIVES MULTIDISCIPLINAIRES DANS LA CULTURE DE SÉCURITÉ CBRN

Chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN)-Les sciences appliquées et la technologie focalisées sont au cœur de nombreuses réponses pour le bien-être de l'humanité. En même temps, des questions morales et d'autres problèmes connexes doivent être pris en considération. La nature interdisciplinaire des nouvelles technologies, combinée à l'augmentation constante de l'accessibilité, a ouvert la voie à de nouveaux défis. L'architecture de sécurité, la culture de sécurité et le compromis de scientifiques bien informés sont les trois principaux piliers de la sécurité mondiale. Étant donné que l'expertise et des connaissances sensibles sont entre les mains des individus, les questions connexes au CBRN touchent directement le facteur humain. Il est donc nécessaire de faire la lumière sur certains aspects de la responsabilité professionnelle, d'enquêter sur les aspects des travaux futurs des scientifiques et leurs notions de la responsabilité professionnelle dans les domaines liés aux CBRN.

Réunissant ensemble les personnes définissant la politique et la communauté scientifique internationale dans différentes régions est une première étape essentielle à l'action et à la sensibilisation De nouveaux réseaux régionaux sont nécessaires pour promouvoir la culture de sécurité parmi les scientifiques. Ceci s'applique si ces scientifiques travaillent dans l'industrie, le milieu universitaire, la santé, la défense ou des domaines connexes tels que l'ingénierie et l'informatique. Cette même culture de la responsabilité est nécessaire également au sein des institutions qui emploient des scientifiques et financent la recherche dans différentes disciplines CBRN. En effet, cette approche multidisciplinaire nous rappelle que nous sommes tous des intervenants dans l'édification d'un monde où « la science responsable » définit la politique.

La confirmation des principes d'éducation, sensibilisation, et adhésion aux normes internationales est une première étape essentielle pour favoriser la culture de sécurité de CBRN. Dans le passé, des initiatives scientifiques traitant de la sécurité et de la sûreté publique ont été trop souvent structurées de haut en bas, ce qui les rend bureaucratiques, insensibles et inaccessibles. Il est nécessaire de se concentrer sur amener la science au service du peuple. Il est également essentiel que nous facilitions l'émancipation de la prochaine génération de scientifiques dans différentes régions. Il est important que nous leur donnions des outils nécessaires pour répondre aux défis de façon multidisciplinaire et sensible.
Par conséquent, une stratégie coordonnée pour promouvoir une culture de la sécurité et de la sûreté qui fait progresser une atténuation des risques CBRN devrait être développée. Une telle stratégie doit encourager les pays à s'approprier le processus local, promouvoir des partenariats régionaux et internationaux et favoriser une approche intégrée et la méthodologie d'évaluation des menaces CBRN. L'objectif est de construire un pont entre l'éthique pertinente et les lois — l'incorporation d'une culture de responsabilité au sein de la communauté scientifique afin d'éviter une mauvaise utilisation délibérée des technologies émergentes.

Nisreen Al-Hmoud
DIRECTEUR DE PROJET, CENTRE D'EXCELLENCE EN PRÉVENTION DES RISQUES DE BIOSÛRETÉ, BIOSÉCURITÉ ET BIOTECHNOLOGIE, SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE ROYALE (RSS)

CULTURE DE LA SÉCURITÉ DE CBRN ET MISSION DE STCU.

Le Partenariat Global, les Centres d' Excellence, et la réunion de Groupe Secondaire de Travail de Sécurité de CBRN, « Une Carte de Route pour la Culture de Sécurité CBRN Complète et Durable » ont démontré de façon impressionnante l'engagement des pays et des organismes internationaux à développer la culture de sécurité de CBRN. La réunion qui a eu lieu à Berlin le 3 novembre 2014, a rappelé que l'élément humain de la sécurité CBRN est aussi important que les éléments physiques — et souvent plus encore.

Tel que traité lors de la réunion, un défi face à n'importe quel programme pour améliorer la culture de sécurité CBRN dans toute organisation consiste à concevoir des paramètres qui mesurent avec précision le succès ou l'échec. La sécurité physique est beaucoup plus facile à mesurer que la culture. Le nombre de mètres de barrière de sécurité installés, le nombre de gardes employés, et d'autres facteurs se prêtent à la mesure. Il est beaucoup plus difficile de quantifier les améliorations dans la culture de la sécurité d' une organisation.

Au Centre de Technologie et Science en Ukraine, nous avons rencontré ce même défi. Il est difficile de mesurer le nombre d'anciens scientifiques de CBRN qui n'ont pas proliféré leurs connaissances en raison des activités du STCU en Azerbaïdjan, Géorgie, Moldau, en Ukraine, et Ouzbékistan. Malgré ce défi, notre Centre a développé des méthodes au fil des ans pour mesurer son succès dans la réduction de cette menace. Il ressort de notre rencontre à Berlin que les pays et organisations internationales sont sur le bon chemin pour surmonter ce défi lié à la culture de sécurité CBRN.

Curtis "B. J." Bjelajac
DIRECTEUR GÉNÉRAL, CENTRE DE SCIENCE ET TECHNOLOGIE EN UKRAINE

CRÉANT DES CULTURES DE SÛRETÉ ET SÉCURITÉ DANS ET PAR L'UNIVERSITÉ

Il y a plusieurs facteurs qui font que ce sujet soit

d'une grande importance. Tout d'abord, une université est habituellement hautement considérée et approuvée par la communauté. Ainsi les instructions publiées par l'Université imposent le respect et la confiance de tous les membres de la communauté. En second lieu, les universités sont des centres tellement convaincants, qualifiés et dignes de confiance qu'ils peuvent diffuser les concepts relatifs à la culture de la sûreté et de la sécurité chimique au sein de la communauté. Troisièmement, actuellement vous pouvez rarement trouver une ville sans université. Il est donc tout à fait facile, de diffuser l'information relative à la sûreté et à la sécurité des produits chimiques à travers le monde.

Quatrièmement, toutes les universités ont un grand nombre de personnel universitaire, personnel d'appui, et d'étudiants. Ceci facilite la transmission de l'information aux communautés par l'intermédiaire des familles et des connaissances des employés de l'université . Ceci assure la transmission des idées relatives à la sûreté chimique et à la sécurité chimique à un grand nombre de personnes comme sous-produit des interactions sociales normales. Cinquièmement, les diplômés d'université travaillent habituellement dans différents secteurs dans la communauté. Des secteurs comme l'industrie, l'agriculture et la santé traitent souvent directement avec des produits chimiques. Les diplômés apportent ainsi les idées et les tournures d'esprit qu'ils ont appris à l'université---idées et habitudes favorables à la sûreté et sécurité chimique ---à beaucoup de secteurs différents.

Sixièmement, la plupart des universités traitent directement des matériaux chimiques, biologiques et radioactifs Certains d'entre eux préparent même certains de ces matériaux. Ainsi l'université est l'établissement le plus digne de confiance pour déterminer le risque posé par ces matériaux et pour prendre des précautions assurant leur sûreté et sécurité. Afin de répartir la sécurité et la sûreté chimique dans l'ensemble de la Communauté, alors , un centre de sécurité et sûreté chimique doit être développé dans toutes les universités.

Falah H. Hussein
DÉPARTEMENT DE CHIMIE, UNIVERSITÉ DE LA SCIENCE, BABYLONE
UNIVERSITÉ, IRAK

PROMOTION DE LA CULTURE DE LA SÉCURITÉ PAR L'ÉDUCATION : EXPÉRIENCE DE L'UNIVERSITÉ IBN TOFAIL (UIT), MAROC

Depuis le Sommet 2010 de Sécurité Nucléaire qui s'est tenu à Washington, le Maroc a pris plusieurs initiatives visant à développer l'architecture de la sécurité nucléaire nationale, a mis à jour ses infrastructures juridiques et institutionnelles et renforcé ses capacités nationales, y compris ses ressources humaines. Les Universités marocaines, ont compris la nécessité et ont convenu de l'urgence d'élaborer et d'intégrer des programmes de sécurité nucléaire dans le cadre du programme de formation pour les ingénieurs et les scientifiques nucléaires. Ils accentuent maintenant l'importance de la sécurité nucléaire tout en favorisant une culture de sécurité nucléaire soutenable.

En février 2012, un certain nombre d'éducateurs des multiples universités marocaines ont été invités à participer à un atelier sur le Développement du Programme d'Études de Sécurité Nucléaire. Coparrainé par le PNS (Partenariat Pour La Sécurité Nucléaire), CRDF-Global et CNESTEN (le Centre National pour l'Énergie, Sciences et Techniques Nucléaires), le rassemblement s'est organisé à Rabat, Maroc.

Un des résultats de cet atelier a été que l'Université d'Ibn Tofail a manifesté un fort désir de rejoindre l'IAEA Réseau d'Éducation de Sécurité Nucléaire (INSEN) et de développer ses propres modules de sécurité nucléaire pour l'intégration dans les programmes de maîtrise.

Pour acquérir l'expérience nécessaire pour accomplir ces tâches, moi-même comme chef du programme de maîtrise dans les techniques nucléaires et de radioprotection à l'UIT, ainsi que d'autres membres de la faculté avons participé aux cours de perfectionnement professionnel INSEN et aux ateliers de programme d'études de la sécurité nucléaire parrainés par PNS . Ces rassemblements ont donné l'occasion d'échanger des informations et de partager de nouvelles idées, des outils d'enseignement, et des leçons apprises.

J'ai également bénéficié d'un voyage d'étude de trois semaines dans plusieurs villes des États-Unis d'Amérique en 2013, accompagné de cinq autres membres du corps professoral. Nous avons visité quatre universités américaines qui mènent différents programmes de sécurité nucléaire : l'Université de Caroline du Nord, l'Université du Tennessee (et Oak Ridge National Laboratory), Université du Texas-Austin et Université de Géorgie. Là nous avons eu l'occasion de débattre sur une variété de programmes d'études nucléaires de sécurité.

Comme suivi, UIT a organisé un atelier de formation du formateur sur sécurité nucléaire auquel ont assisté les fonctionnaires, les régulateurs, les opérateurs, les O.N.G. le corps enseignant, et les étudiants locaux. C'était un module pour la sensibilisation de la culture

de sécurité nucléaire au niveau national. En outre, j'ai coordonné des conférences et des ateliers et enseigné des concepts de sécurité nucléaire dans le cadre de notre programme de maîtrise. Les cours ont été tellement bien accueillis que certains de nos étudiants ont poursuivi les thèses de leur maîtrise dans les matières connexes de sécurité nucléaire. D'autres sont actuellement impliqués dans le programme académique WINS pour devenir des professionnels certifiés.

Cet effort a conduit à la création du premier chapitre d'étudiant de l'Institut de Gestion de Matières Nucléaires (INMM) en Afrique. Trois membres du Chapitre d'Étudiant d'UIT INMM ont été invités par le PNS en juillet 2014 à participer à un exercice nucléaire de menace interne de sécurité au Laboratoire National d'Oak Ridge. Pendant son séjour aux États-Unis, l'équipe a également assisté à la cinquante-cinquième réunion annuelle d'INMM à Atlanta, Géorgie, où la création du Chapitre Marocain d'Étudiant a été célébrée.

Du 13 au 17 septembre 2014, dans le cadre du Quatrième Congrès Africain Régional De L'association Internationale De Radioprotection, un événement organisé par l'Association Marocaine De Radioprotection de Rabat en collaboration avec beaucoup d'organismes internationaux, j'ai coordonné les activités nucléaires de sécurité visant à augmenter la compréhension de la nécessité d'établir une culture radiologique/nucléaire de sécurité. Une telle culture est cruciale pour la bonne utilisation des applications nucléaires et la mise en place de programmes d'énergie nucléaire dans l'avenir. Ces activités comprenaient notamment un cours de recyclage sur « Sources Radioactives en Afrique et dans le monde entier, » un atelier sur la sécurité nucléaire sur le « Renforcement de la sécurité des Sources Radioactive et installations industrielles et médicales , » et le premier événement UIT INMM sur «La Sécurité Nucléaire pour la Prochaine Génération : Assurer la Continuité de la Connaissance. » Ces activités bien-ont été reçues par les participants africains, qui ont souligné la nécessité de soulever sensibilisation, partager la connaissance, établir un régime de sécurité fort, et établir et maintenir une culture de sécurité nucléaire forte dans tout monde---et peut-être plus aussi dans le continent africain.

Oum Keltoum Hakam
PROFESSEUR, UNIVERSITÉ D'IBN TOFAIL, MAROC

SÉCURITÉ DE CBRN : GÉRER LES NOUVELLES MENACES

Les menaces de sécurité relatives à CBRN représentent sans équivoque le plus grave défi à la paix mondiale et à la sécurité. Malgré l'adoption universelle de la résolution UNSCR 1540, qui appelle les États à prendre des mesures efficaces à cet égard, plusieurs États manquent encore d'une culture de sécurité stricte au sein de leurs sociétés.

Bien que les autorités nationales respectives soient responsables de l'application de la résolution, il est très important d'attirer plus d'attention vers le secteur privé, y compris les universités, les organisations non gouvernementales et l'industrie. Par exemple, les stockages vulnérables pour les produits chimiques constituent une grave menace et méritent donc des dispositions de sécurité rigoureuses. Dans une telle situation, il est impératif de promouvoir une culture de sécurité CBRN dans différentes sociétés afin de promouvoir la prise de conscience générale et de mieux familiariser le personnel travaillant dans ce domaine avec les meilleures pratiques et habitudes de sécurité.

Un des plus graves défis posé à CBRN - relatifs à la sécurité, est que les dispositions formelles menées au niveau gouvernemental généralement n'incluent pas tous les acteurs dans la société. Puisque chaque segment a un rôle crucial à jouer, les efforts visant à promouvoir la culture de la sécurité devrait inclure ces acteurs.

Étant donné que les menaces relatives à la sécurité sont transnationales en nature, n'observant aucune restriction de frontière, le manque de synergie et de cohésion des efforts des différentes nations pourrait également s'avérer contre-productif. Les efforts visant à promouvoir la culture de sécurité devrait donc encourager les différents États à concevoir une approche convenue qui reconnaît le caractère transnational de ce problème.

Compte tenu du militantisme toujours croissant dans diverses parties du monde, on observe que les masses dans ces régions sont sujettes à des idéologies extrémistes. Il y a une possibilité significative que des militants pourraient posséder des armes relatives au CBRN-- comme matériel utilisable. Adopter la même approche avec ces états agités que celle envers les états stables pourrait engendrer des conséquences dangereuses dans des régions moins stables -constituant ainsi une menace sérieuse pour la stabilité internationale.

Il est fortement recommandé que la culture de sécurité pour différentes régions soit analysée séparément, avec un accent particulier sur les pays les moins avancés. Il y a un besoin de renforcement des capacités au sein de divers instituts, permettant au personnel qui y travaillent de faire face aux nouvelles menaces. Une attention particulière devra s'adresser à des projets et activités de sécurité CBRN , qui se

sont révélés très bénéfiques dans la promotion de la sensibilisation, le renforcement des capacités et favoriser l'expertise technique. Le dialogue, les débats, les programmes d'échange, et les programmes de formation technique sont les moyens par lesquels nous pouvons atteindre nos objectifs.

En outre, il y a aussi la nécessité de développer la coopération interculturelle, aider les gens à apprendre les uns des autres des expériences, idées et pratiques relatives à la sécurité. Seulement par une approche unifiée basée sur la diversité des expériences et des idées nous pourrons contrer les menaces transnationales de sécurité relatives à CBRN.

Mohamed A. Hashim, Ph.D.
SANA'A UNIVERSITÉ, ET CONSEILLER SCIENTIFIQUE DE L'AUTORITÉ NATIONALE DU YÉMEN

L'« ART ET LA SCIENCE » POUR CONTRER LES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ET LE TERRORISME DE CBRN

Je suis un diplômé récent du Cours de Stratégie de Défense du Collège de Guerre de l'Armée des E.U., où j'ai maîtrisé le modèle de stratégie conçu par Arthur F. Lykke Jr. Il a appliqué le modèle (stratégie =finalités + manières + moyens) au sujet de la stratégie militaire, mais l'analyse des finalités (ou objectifs), manières (ou lignes de conduite), et les moyens (ou ressources) sont un concept utile pour toutes sortes de stratégies — y compris celles visant à lutter contre les armes de destruction massive (WMD) et le terrorisme CBRN par la mise en œuvre de la résolution UNSCR 1540. En d'autres termes, la stratégie est une question de comment (manières ou concepts) les gouvernements utiliseront le pouvoir (moyens ou ressources) disponibles de l'État pour exercer un contrôle sur le temps, l'espace et les circonstances pour atteindre les objectifs (finalités) énoncées par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans la résolution UNSCR 1540.

Les trois principales obligations spécifiées dans la résolution UNSCR 1540 définissent « ce qui » doit être accompli (finalités ou objectifs) afin de créer les conditions ou de contribuer à la réalisation de l'objectif visé, à savoir la lutte contre les WMD et le terrorisme CBRN. Les manières (concepts stratégiques et plans d'action) expliquent « comment » les finalités sont à accomplir par l'emploi des ressources. Une liste de contrôle utile de « manières » est fournie par les sections principales de la matrice de 1540, qui ont trait, par exemple, à se joindre à certains instruments juridiquement contraignants, adopter des codes de conduite et prendre d'autres dispositions ; interdire et sanctionner par la législation nationale, les personnes et entités qui se livrent à certaines activités d'armes de destruction massive ; comptabiliser, sécuriser et protéger les armes de destruction massive et les matières connexes.

En effet, la matrice de 1540 est tout à fait complète et suffisamment explicite pour fournir des conseils de planification à ceux qui cherchent à mettre en œuvre et fournir des ressources suffisantes pour la résolution UNSCR 1540. Les moyens (ressources) peuvent être matériels (par exemple des gens, de l'équipement, ou de l'argent) ou une valeur immatérielle (volonté politique) et expliquer quelles ressources spécifiques doivent être employées en appliquant les concepts pour accomplir les objectifs. Le concept central pour formuler une stratégie pour l'exécution d'UNSCR 1540 est une question d'équilibrer finalités, manières, et moyens.

Toutefois, comme l'explique le stratège H. Richard Yarger, il existe toujours un risque dans la stratégie. C'est-à-dire, qu'il existe toujours un écart entre ce qui doit être atteint et les concepts et les ressources disponibles pour atteindre les objectifs. Ou, les concepts ne sont pas suffisamment globalisés pour assurer 100 % de réussite dans un environnement international dynamique. La gestion de ce risque est réalisée par le processus de développement de stratégie. Enfin et surtout, la stratégie doit être examiné pour la pertinence, la faisabilité et l'acceptabilité.

L'application du modèle de stratégie du Collège de Guerre de l'Armée des E.U. à la mise en œuvre de la résolution UNSCR 1540 rend le processus plus facile à gérer, mais suppose également la logique linéaire. En d'autres termes, on suppose que le tout est simplement égal à la somme de ses parties. Considérant que parer la lutte antiterroriste CBRN et de destruction massive est un « système ouvert » imprévisible avec de nombreuses variables, il s'ensuit que la théorie des systèmes est également applicable. Des interactions et des interconnexions dans et en dehors du système doivent être considérées par les penseurs stratégiques contemplant l'exécution de l'UNSCR 1540.

En tant que tel, je dirais que parer le terrorisme WMD et le CBRN est à la fois un art et une science .Un résultat positif exige plus que la mise en œuvre des engagements UNSCR 1540. Il exige que les gouvernements perfectionnent leur capacité de mélanger et équilibrer les mesures législatives et d'application exigées par le UNSCR 1540 avec des mesures additionnelles et des programmes concentrés sur le facteur humain. Promouvoir l'élaboration de codes de conduite, des campagnes d'application de l'éducation, de formation et de sensibilisation, et élaborer d'autres initiatives de consolidation de la culture sont essentiels.

Par exemple, la vigilance publique persistante et une culture de la science et de la sécurité de CBRN responsable ne sont pas des conditions définies par UNSCR 1540. Ces concepts pourraient difficilement être codifiés en droit et être légalement imposés. Cependant, ce sont des éléments critiques pour parer le terrorisme de WMD et de CBRN, car ils autoriseront le public et la communauté scientifique à prévenir, se préparer, atténuer, et répondre aux risques et menaces de terrorisme WMD et CBRN . En fin de compte, ce que les gouvernements s'efforcent d'atteindre, le changement de comportement, nécessite une combinaison de force « dure » et « douce ». En d'autres termes, ceci implique un équilibre d'ART et de SCIENCE.

Dana Perkins, Ph.D.
ANCIEN MEMBRE DU GROUPE D'EXPERTS DU COMITÉ 1540,

SÉCURISER LES FRONTIÈRES PAR UN PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

La sécurité des frontières est la pierre angulaire de n'importe quel programme pour contrôler la possession et le mouvement de WMD. La simple géographie a traditionnellement présenté un grand défi aux Philippines, une république composée de plus de 7.000 îles avec 22.000 milles (35.500 km) de littoral. Certaines îles éloignées sont des paradis pour les groupes terroristes. Les criminels portés par les eaux éludent souvent des autorités de la loi et dépassent même les bateaux du gouvernement. Le rayon d'action des patrouilles est limitée, et aussi l'est la capacité de détecter les navires suspects par la « ligne de vision. » Le succès pour intercepter les menaces est souvent une question de chance. Les avions terrestres ajoutent peu à l'équation de la sécurité, car lorsqu'ils détectent un bateau suspect, ils doivent encore s'appuyer sur les navires de surface pour intercepter, arrêter et fouiller. Le suspect disparaît généralement avant que cela n'arrive.

Récemment, le gouvernement philippin s'est déterminé à trouver une meilleure façon de sécuriser son domaine maritime, à se conformer généralement à la résolution 1540 et mettre en œuvre une solution efficace et durable. Plusieurs agences civiles conduisent des opérations relatives dans les eaux philippines, y compris la Garde Côtière Philippine, le Bureau des Douanes, la Police Nationale, et le Département de l'Environnement et des Ressources Naturelles. Toutes ces agences ont du personnel placé pour voir qui entre dans les eaux nationales et qui voyage parmi les îles.

Cherchant à améliorer les patrouilles et à multiplier les ressources limitées, ces agences ont exploré l'utilisation des hydravions. Cet avion doit être en mesure d'atterrir sur l'océan pour arrêter et inspecter les bateaux suspects et, surtout, son exploitation doit être rentable. Les agences ont étudié l'affaire et ont trouvé le Seahawk, un avion d'aile fixe , amphibie d'un seul moteur, construit par Millenium Aerospace aux États-Unis. Il porte six personnes et vole 1.000 milles(1.600 km) à 150 M/H (240 km/h) en utilisant de l'essence d'automobile. Nous avons invité Millénium à une réunion pour expliquer si ses avions pourraient aider à sécurisé nos frontières et restreindre le mouvement des armes.

Plusieurs agences se sont réunies avec un dirigeant de Millénnium à Manille en novembre 2013 pour examiner nos exigences et déterminer si le Seahawk pourrait les satisfaire. Nous avons développé une relation de travail bonne et intégrée. Nos agences ont développé un plan pour un Système National de Surveillance des Côtes dessiné par plusieurs agences de sécurité, ainsi qu'avec des agences avec expertise technique pour manipuler des matériels de CBRNE (CBRN plus explosif).

Tandis que nous développions ce groupe de travail multi-agences, Millenium a collaboré étroitement avec eux pour mettre sur pied une liste d'équipement pour transformer les Seahawks en « outils 1540. » Les équipages aériens de Seahawk, par exemple, portent des détecteurs de CBRNE quand ils recherchent des navires, et des systèmes infrarouges de formation d'image pour repérer des moteurs ou des humains à bord la nuit, examinent les intérieurs d'ambulance, et ainsi de suite. La garde côtière a été désignée pour mener le groupe de travail, et la construction du siège social de la Garde Côtière Nationale a commencé. Récemment, les Philippines ont soumis une demande d'assistance à travers du programme de jumelage de donateur du Comité 1540 dans l'espoir de présenter « un projet pilote » en utilisant les Seahawks pour multiplier nos ressources de sécurité de frontière. Un Seahawk avec un petit équipage peut couvrir plus de surface d'océan que dix navires extérieurs traditionnels, et avec des frais d'exploitation très inférieurs.

Ces avances sont venues plus rapidement que nous ne l'avions prévu. Grâce à des partenariats efficaces, nos agences publiques ont travaillé en toute transparence avec un fournisseur du secteur privé pour partager l'expertise et les connaissances techniques. À cette époque de l'année prochaine, j'espère faire le suivi avec un rapport sur le déploiement réussi de ce projet pilote.

Captain Teotimo Borja
DÉPUTÉ CHEF DE LA GARDE CÔTIÈRE POUR LES PLANS, PROGRAMMES, ET AFFAIRES INTERNATIONALES, DÉSIGNÉ DÉPUTÉ POINT DE CONTACT /CG-5, PHILIPPINES

GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET GESTION DE LA CONFORMITÉ INTERNE AUX NORMES

Merck est une des entreprises leaders mondiales des secteurs pharmaceutique, chimique et sciences de la vie avec une histoire qui a débuté en 1668. Comme une entreprise familiale allemande présente dans plus de 60 pays dans le monde, elle vise à produire des avantages significatifs pour les consommateurs, partenaires du marché et la communauté mondiale.

Aujourd'hui, à l'époque de la mondialisation, les principes de conformité sont devenus encore plus importants à mesure que l'entreprise augmente nos ventes et la présence sur les marchés émergents, internationalise ses chaînes d'approvisionnement et expérimente de rapides changements technologiques et sociaux.

Merck est une compagnie s'efforçant pour une conduite responsable dans ses opérations, chaînes d'approvisionnements, et rapports globaux d'affaires dans le monde entier. La compagnie fait ses affaires sur la base d'une base morale forte qui a toujours été une partie intégrale de sa culture d'entreprise. Cette base est reflétée dans notre déclaration de mission et de valeurs.

La politique mondiale de conformité commerciale a été établie par Merck et s'impose pour les directeurs et les employés de la compagnie dans le monde entier. Le noyau de notre programme de conformité est :

- Une déclaration claire au sujet des risques et des conformités de la corporation
- Une meilleure définition des rôles et les responsabilités des personnes, ainsi que les directives , les contrôles, et les pratiques claires qui résultent en une meilleure motivation des employés et faire équipe dans un but commun.
- Motivation et identification des contributions des employés
- Reconnaissance de la gestion de la conformité de commerce comme une responsabilité clé qui mène à mieux faire comprendre ces gens qui « font que cela se réalise » sur le terrain

Merck a des pratiques de gestion rigoureuses pour s'assurer que ses employés respectent les normes juridiques, éthiques et scientifiques dans toutes nos recherches — que ce soit dans les pays industrialisés ou en développement.

Karlheinz Schnaegelberger
VICE-PRÉSIDENT, MERCK KGAA, ALLEMAGNE

1540 COMPASS
ARTICLES

Débat sur la Culture de Sécurité de CBRN au Partenariat Global : En Progression -

Ambassadeur Bonnie Jenkins[1]
COORDONNATEUR, PROGRAMMES DE RÉDUCTION DE MENACE ET REPRÉSENTANT AMÉRICAIN, PARTENARIAT GLOBAL

Le Partenariat Global Contre La Prolifération Des Armes Et Matériels De Destruction Massive (« Partenariat Global » ou « GP ») a été créé en 2002 pour financer des projets et des programmes pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive (WMD) et du terrorisme. Un aspect important de cet objectif global est les programmes axés sur la « dimension humaine », constitués par le compromis des scientifiques, techniciens et ingénieurs qui travaillent sur les aspects de sécurité chimiques, biologiques, nucléaires et radiologiques (CBRN). Les Principes Kananaskis de Partenariat Global de 2002 ont souligné la priorité des projets de financement centrés sur d'anciens scientifiques d'armes dans la déclaration suivante:

> *Parmi nos soucis prioritaires se trouvent la destruction des armes chimiques, le démantèlement des sous-marins nucléaires déclassés, l'élimination des matières fissiles et l'emploi des anciens scientifiques d'armes (emphase ajoutée).*

Depuis 2002, les pays GP ont financé des programmes qui engagent des scientifiques et d'autres personnes dans des projets de sécurité CBRN. Certains pays, comme les États-Unis, ont financé directement les projets de redirection des scientifiques. Alternativement, membres du Partenariat Global ont financé des programmes par le Centre de la Science et la Technologie (CSTU) en Ukraine et au Centre International pour la Science et la Technologie (CIST) en Russie. Ces deux centres ont été initié pour rediriger les scientifiques ayant des connaissances sur le développement d'armes de destruction massive et leurs moyens de livraison dans des activités non militaires.[2] En 2009, sous la présidence italienne du Partenariat Global, le GP a convenu que la prolifération de l'expertise des WMD ou des

1 Je tiens à souligner le rôle important que Mme Caitlin McKibben de l'Université de Géorgie a joué en prenant des notes lors de la Réunion de Partenariat Global, qui ont aidé à capturer les résultats des débats mis en évidence dans cet article.

2 Le STCU a été établi en 1993 par les États-Unis, le Canada, la Suède, et l'Ukraine. L'Union Européenne a adhéré à l'accord de CSTU le 26 novembre 1998, et en le faisant, a remplacé la Suède comme partie à l'accord du CSTU. Le Canada s'est retiré de l'accord de STCU le 6 novembre 1993 (< http://www.stcu. interne/weare/missionstatement/aboutus/>). L'ISTC est une organisation intergouvernementale créée en 1992 par un accord entre l'Union Européenne, le Japon, la Fédération Russe et les États-Unis. Depuis cette époque, l'Arménie, le Belarus, la Géorgie, le Kazakhstan et la République de Kyrgyz ont adhéré à l'ISTC. La Norvège a adhéré en 1997, la République de Corée en mai 1998 et le Tadjikistan en mars 2003 (< http://www.istc.ru/istc/istc. nsf/va_WebPages/MissionEng >).

connaissances sensibles dans les secteurs chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), reste une préoccupation majeure. Empêcher l'utilisation illicite de ces connaissances est l'un des défis de non prolifération des plus difficiles à résoudre, car nous avons affaire à des scientifiques, ingénieurs et techniciens qui, dans certains cas (ceux qui font des recherches biologiques, par exemple), peuvent ne pas considérer leur expertise et les activités courantes comme potentiellement vulnérables à une mauvaise utilisation par d'autres pour lesquels leur connaissance de la « prolifération critique » pourrait représenter une voie vers le développement d'une capacité de WMD. Ils devraient être mis au courant que leur travail légitime pourrait avoir des applications à deux usages et être détourné à des fins malveillantes.

Il a été reconnu que le Partenariat Global devrait concentrer son attention sur la réorientation des anciens scientifiques de WMD dans le développement d'activités durables sans relation avec les armes, de R&D et commerciales. Cependant, comme remarqué en 2009, Le Partenariat Global a commencé à refocaliser l'attention sur l'engagement des scientifiques et

> de la croissante sensibilisation et responsabilité parmi eux, pour empêcher que leurs connaissances dans les disciplines scientifiques légitimes puissent être détournées à des fins malveillantes involontaires et à renforcer le cadre au sein duquel empêcher la propagation des informations sensibles et promouvoir les collaborations pour faire avancer des objectifs communs en matière de non prolifération (emphase ajoutée).

Le Partenariat Global a également noté qu'un nombre croissant de projets dans de nouvelles zones géographiques viseront à favoriser la sensibilisation des multiples utilisations de matières à haut risque, du savoir-faire et des technologies sensibles, contribuant ainsi à une « culture de la conscience du "risque parmi les scientifiques à tous les niveaux» (emphase ajoutée). À cet égard, « L'éducation et la formation deviennent de plus en plus importantes, notamment dans les secteurs où les connaissances et l'expertise avancent rapidement. » Le rapport de 2009 a également souligné le GP comme une plateforme pour fournir une approche coordonnée qui augmenterait les collaborations internationales.

En 2011, en préparation pour le prochain sommet du G-8 à Deauville, le Partenariat Global a adopté un document « Évaluation et Options pour futures programmations » qui prévoyait l'extension de l'initiative de la Fondation au-delà de son mandat initial de dix ans. Dans ce document il y a des références claires à une attention soutenue sur l'engagement scientifique et la culture de sécurité comme des domaines importants de financement pour les projets de GP. Plus précisément, le document affirme qu'un Partenariat Global « revisité » pourrait continuer à être un mécanisme important pour l'engagement scientifique mondial. Il indique que les programmes futurs pourraient aider à

- Renforcer et promouvoir la sensibilisation et la responsabilité entre les scientifiques CBRN
- Promouvoir les meilleures pratiques et la collaboration en matière de sécurité CBRN parmi la communauté scientifique internationale
- Développer une culture de sûreté et de sécurité
- Promouvoir la responsabilité concernant l'accès aux programmes d'études CBRN et aux technologies intangibles

Les paragraphes ci-dessus accentuent l'importance de la culture de la sécurité, de la science responsable, et de la conscience. En outre, mettre l'accent sur la dimension humaine et la culture de la sécurité peut, de façon importante, aider à maintenir les résultats positifs de l'énorme quantité de temps, d'argent et d'énergie qui ont été nécessaires et continueront à être nécessaires pour renforcer la sécurité chimique, biologique, nucléaire et radiologique. À cet égard, ceci signifie identifier l'importance des individus qui mettent en application les projets, et qui développent dans ce groupe une entente et une acceptation de pourquoi ils font ce qu'ils font au sujet de la sécurité CBRN.

Les dirigeants du G-8 ont souligné quatre domaines de futur intérêt de GP quand ils ont étendu le mandat de GP : sécurité nucléaire et radiologique, biosécurité, mise en œuvre de la résolution 1540 et engagement scientifique.

Le 3 novembre 2014, en marge de la première réunion de Partenariat Global, accueillie par l'Allemagne, comme Présidente du Partenariat Global, les Centres d'Excellence (CoEs)[3] et le Sous-groupe de Travail de

3 Un Instrument de Stabilité financé par l'Union Européenne, l'Initiative de CoE d'Atténuation des Risques est conçu pour mobiliser des ressources

sécurité CBRN, se sont réunis à Berlin pour discuter de la culture de sécurité CBRN. La réunion du Partenariat Global a permis de réengager le Partenariat Global dans le domaine de l'engagement scientifique et de la culture de la sécurité, ce qui est important car le Partenariat Global finance les programmes de sécurité chimique, biologique, nucléaire et radiologique et n'a pas seulement un mandat pour financer l'engagement scientifique mais aussi pour se soucier de la durabilité de ses programmes. Comme reconnu en 2009, le Partenariat Global fournit un endroit où le travail sur l'engagement de scientifique, y compris la culture de sécurité de CBRN et la science responsable, peut être mieux organisé et coordonné.

La représentation lors de la réunion du 3 novembre a reflété l'étendue des débats ayant lieu sur la matière et la nature multidisciplinaire du sujet. Outre les 27 membres du Partenariat Global de la réunion, les participants ont été également du Yémen, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Maroc et l'Irak. Des représentants de plusieurs organisations internationales ont assisté à la réunion, y compris de l'Agence internationale de l'Énergie Atomique (IAEA), l'Organisation Pour La Sécurité Et La Coopération En Europe, l'Organisation Pour La Prévention Des Armes Chimiques (OPCW) et le Bureau des Affaires de Désarmement de l'ONU. Les participants représentaient l'éventail CBRN de l'expertise dans la culture de la sécurité et provenaient du gouvernement, institutions académiques, organisations internationales, institutions de recherches et scientifiques et groupes de réflexion.

Les participants à la réunion ont noté un vif intérêt pour les experts, organisations internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et les initiatives comme le Partenariat Global pour travailler ensemble à la promotion de la culture de sécurité CBRN et résoudre certains des problèmes posés par ce domaine d'activité, pour inclure une discussion des évaluations et comment les quatre disciplines peuvent apprendre mutuellement à trouver des points communs et les lacunes. Les membres du jury ont observé que la communauté atteint maintenant le point où la culture est identifiée comme un composant nécessaire de sécurité de CBRN. Ils ont convenu que la prochaine étape doit développer des outils et les examiner, probablement dans le contexte du réseau de CBRN CoEs. Après la réunion, les experts internationaux qui ont été engagés dans ces débats ont constitué un groupe informel afin de mieux organiser et assurer l'engagement des pays dans les débats de CBRN. [4]

Les participants ont débattu une définition de la culture de sécurité de CBRN. La définition qui a attiré le plus l'attention est comme suit :

> La culture de sécurité CBRN est un ensemble de croyances, d'attitudes et de comportements des individus et des organisations qui peuvent soutenir, compléter ou améliorer les procédures de fonctionnement, règles et pratiques ainsi que les normes professionnelles et éthiques conçues pour sécuriser les matières CBRN, atteindre les objectifs de non-prolifération et empêcher leur utilisation criminelle.

Il a été convenu que la dimension humaine est essentielle dans l'application de la sécurité CBRN, étant donné que les personnes qui gèrent activement les matières CBRN, travaillent aux équipements associés, ou sont responsables de la sécurité des sites, laboratoires et installations, sont celles qui touchent plus directement la sécurité des points de préoccupation. La complaisance dans le personnel de travail est donc une source essentielle de la culture de sécurité faible. En conjonction avec d'autres éléments de la culture de la sécurité, tels que des facteurs organisationnels et politiques, la dimension humaine est essentielle pour prévenir le sabotage, l'enlèvement non autorisé de substances dangereuses ou d'autres défaillances de la sécurité dans les installations de CBRN.

En outre, en raison de la nature globale des menaces de sécurité CBRN, la culture de la sécurité doit être mise en œuvre à l'échelle globale. Les scientifiques et d'autres devraient comprendre que le sabotage et l'activité militante sous-étatiques ne se produisent pas simplement ailleurs. Cela pourrait se produire ici. Par conséquent, il devrait y avoir une sensibilisation élevée de sécurité parmi toutes les personnes responsables de la manutention des matières CBRN, même dans les pays confrontés à une menace peu ou pas perçue.

Travailler globalement comprend le travail avec les différents secteurs qui participent à la sécurité

nationales, régionales et internationales pour développer une politique cohérente de CBRN à tous les niveaux, visant ainsi à assurer un plan d'intervention efficace.

4 Ce réseau d'experts travaillant sur la culture de sécurité CBRN est appelé le « Groupe de Berlin ».

ou partagent l'expertise dans ces domaines. Les experts en sécurité CBRN devraient travailler en étroite collaboration avec l'industrie parce que les entreprises appliquent leurs approches axées sur les risques dans leurs installations sur une base régulière. Les lois criminalisant l'activité non autorisée au sein d'installations et de leurs chaînes d'approvisionnement signifient que l'industrie et les dirigeants politiques doivent être investis dans la culture de sécurité CBRN. Les ONG qui effectuent des travaux relatifs à la culture de la sécurité CBRN peuvent mieux remplir leur mission avec l'information et la contribution de l'industrie et des gouvernements.

Le débat à Berlin a également abordé la question importante de la façon dont on mesure l'effet de la culture de la sécurité. Une méthode fiable pour vérifier que la culture de sécurité de CBRN fonctionne réellement est nécessaire. Une telle méthode est en cours d'élaboration dans le domaine de la culture de la sécurité nucléaire et a subi des tests. Cependant, des moyens d'examiner l'efficacité de la culture chimique et biologique de sécurité n'ont pas été développés. La culture est naturellement une valeur immatérielle, et donc prouver l'efficacité des initiatives de culture de sécurité présentent quelques défis.

DIFFÉRENCES PARMI LES SOUS-CHAMPS DE LA CULTURE DE SÉCURITÉ DE CBRN

La culture de sécurité est actuellement à divers stades de développement dans les quatre domaines de sécurité CBRN et les efforts visant à l'encourager varient d'un sous-champ à un autre sous-champ. En matière de sécurité chimique, la culture de sécurité satisfera un besoin essentiel pour la sécurité dans les marchés émergents et l'expansion des chaînes d'approvisionnement, dont bénéficieront les pays en développement et l'industrie chimique mondiale. La culture de la sécurité biologique est encore à un stade précoce de développement, car la culture de la sûreté est généralement considérée comme plus importante. La culture de la sûreté fournit ainsi un point d'entrée pour la discussion de la culture de la sécurité biologique. Les domaines chimiques et biologiques sont plus fragmentés que le champ nucléaire quand il s'agit de règlements, et moins d'attention est généralement prêtée à la sécurité de ces deux types d'installations. Ces conditions font les cibles chimiques et biologiques plus accessibles aux groupes de sous-état et à d'autres criminels. Les malfaiteurs pourraient exploiter les nouveaux secteurs gris qui moins sont réglés. Une de ces menaces de zone grise est la convergence entre les domaines biologiques et chimiques. La Culture de sécurité Radiologique a ses propres défis spécifiques, car la sécurité radiologique aborde la question des milliers de sources dans les hôpitaux, les entreprises et autres institutions. Ces sources peuvent être perdues et sont donc généralement plus vulnérables que les réacteurs nucléaires et les matériaux associés.

Plus précisément, un consensus général a émergé depuis la réunion à Berlin du 3 novembre que la culture de la sécurité nucléaire est la plus développée dans le spectre CBRN. L'IAEA a élaboré un document d'orientation qui peut servir à faire une auto-évaluation de la culture de la sécurité dans les installations nucléaires. Il utilise des enquêtes, des interviews, des commentaires de document, et des observations afin de déterminer la mesure dans laquelle la culture de la sécurité est en place et observée. Cette évaluation est conçue pour servir de base à un plan d'action qui abordera les faiblesses relatives à la culture identifiées par l'évaluation. Des auto-évaluations de culture de sécurité nucléaire ont été effectuées avec succès sur trois réacteurs pour recherches scientifiques de l'Indonésie. L'agence nationale indonésienne d'énergie nucléaire, BATAN, a récemment annoncé la création de son centre pour la culture et l'évaluation de sécurité, qui s'est ouvert en automne de 2014. Les meilleures pratiques et les leçons apprises du modèle de l'IAEA peuvent fournir un cadre applicable pour les autres secteurs de CBRN.

En plus de ce qui précède, la Sécurité Nucléaire et le Réseau Du Centre De Support de l'IAEA est en train de débattre comment développer des centres de formation de la sécurité nucléaire et comment ceux qui existent peuvent fournir une formation sur la culture de la sécurité nucléaire et comment les meilleurs pratiques peuvent être partagées entre les centres. Les centres d'excellence se concentrent sur la formation et des projets avec des scientifiques, des ingénieurs et d'autres dans le spectre CBRN et fournissent une base importante pour la promotion de la culture de sécurité CBRN grâce à une formation. Certains centres d'excellence, par exemple au Japon, incluent déjà la culture de la sécurité dans le cadre de leur formation. À cet égard, les Centres d'Excellence de l'UE CBRN sont un point logique de coopération sur les questions CBRN , la formation et la sensibilisation de la culture de sécurité et s'encadrent parfaitement avec les projets régionaux de l'UE CBRN. La formation continue et les documents développés par l'IAEA sur la culture nucléaire de sécurité sont une partie importante de cet effort. Le Réseau d'Éducation de Sécurité International de l'IAEA développe également

des matières et des cours d' enseignement sur la culture de la sécurité nucléaire.

Parmi les parties concernées de culture de la sécurité chimique , l' industrie a été identifiée comme en état critique dans cet effort. L'industrie est conduite par la ligne des résultats, ce qui signifie que la culture de sécurité doit être abordable, mais aussi attrayante et facile à gérer, pour des entreprises de toutes tailles. Le plus grand souci concernant la culture chimique de sécurité n'est pas les industries chimiques multinationales, mais les petites et moyennes entreprises, aussi bien que les points faibles le long de la chaîne d'approvisionnements chimique globale. Le représentant de l'OPCW a noté que l'OPCW fonctionne comme une interface entre les différentes parties concernées et travaille avec d'autres organisations internationales pour aider à coordonner le travail de culture de sécurité chimique. La culture de sécurité chimique, cependant, exige un investissement considérable et une approche multidisciplinaire parce que la nature constamment changeante des marques de recherches et de développement chimiques rend difficile la formulation d'une approche sur mesure. Encore une fois, cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises de produits chimiques, qui souvent ne peuvent pas répondre aux normes mondiales de sûreté et de sécurité.

L'image réelle de la menace posée par les installations biologiques est encore incertaine, car la sûreté est une priorité sur la sécurité dans de nombreuses installations biologiques. « Éditer ou périr obligatoirement » en sciences biologiques dans les universités et d'autres organismes de recherches pose un problème particulièrement sensible pour surveiller la publication de l'information sensible de sécurité. Le secteur de la biosécurité peut s'avérer particulièrement résistant à l'adoption d'une culture de sécurité. Comme pour la sécurité chimique, le prix de la mise en œuvre de la culture de sécurité est également un moyen de dissuasion.

Les participants à la réunion de Berlin ont convenu que la meilleure façon d'introduire la culture de sécurité dans les sciences biologiques est de la marier avec la culture de la sûreté, qui est déjà bien comprise et mise en œuvre dans la plupart des milieux de travail. La sûreté et la sécurité ont des objectifs communs pour protéger les vies humaines, la société, et l'environnement.

Malgré les différents niveaux de maturité dans le domaine de la culture de sécurité parmi les champs secondaires pertinents, les membres de la communauté de la culture de sécurité CBRN ont besoin de parler entre eux pour éviter la redondance des travaux et le gaspillage de ressources. Une plateforme ou une méthode commune de partage d'informations serait bénéfique. Les participants ont souligné que les dirigeants de l'Unité de Soutien de l'Application de la Convention des Armes Biologiques, l'OPCW et l'IAEA doivent encore se livrer à une analyse systématique de la culture de sécurité CBRN. La coopération des organisations internationales est nécessaire pour coordonner la culture globale de sécurité CBRN. Il s'agit d'un secteur où le Partenariat Global peut fournir une aide, en particulier, étant donné que toutes les organisations internationales participent aux délibérations de GP.

En ce qui concerne la culture de sécurité CBRN et la résolution UNSCR 1540, il est généralement WMDis que la culture de la sécurité est impliquée par le mandat 1540. Le défi consiste à élaborer les meilleures pratiques et à instaurer une coopération sous forme d'échange d'informations Les États devraient être encouragés à mettre en œuvre la culture de sécurité au niveau national parce que c'est dans leur propre intérêt, et non seulement parce qu'ils subissent des pressions de l'extérieur. Les États peuvent développer leurs plans d'action nationaux de résolution UNSCR 1540 en construisant un système de diffusion pour engager leurs industries, sociétés civiles et les milieux universitaires à promouvoir la culture de la sécurité.

CONCLUSION

Plusieurs conclusions au sujet de la culture de sécurité CBRN ont été convenues lors de la réunion du 3 novembre. Les conclusions incluent ce qui suit :

1. Les intervenants dans la culture de la sécurité doivent utiliser toutes les ressources existantes pour faire une réalité de la culture de sécurité CBRN.

2. Les promoteurs de la culture de la sécurité doivent renforcer l'engagement de l'industrie afin d'y inclure toutes les parties concernées, surtout les petites et moyennes entreprises impliquées dans l'industrie chimique.

3. Les parties concernées doivent s'approprier du problème pour rendre la culture de sécurité de

CBRN soutenable.

4. Toutes les parties concernées dans la culture de sécurité CBRN doivent croire que la sécurité compte vraiment pour prévenir les menaces CBRN.

5. Il n'est pas clair si la sécurité biologique ou la chimique exige l'attention la plus immédiate. Un manque général de culture de sécurité dans la biologie a été noté, mais en même temps, la culture de la sécurité n'est clairement pas aussi avancée dans le secteur chimique que dans le domaine nucléaire.

6. Un participant a posé la question s'il n'y a vraiment qu'une culture de sécurité unique ou s'il y en a quatre. L'évolution de la nature de la menace CBRN rendra compatibles les définitions et les approches unifiées de la culture de la sécurité d'autant plus cruciales.

7. Les pratiquants actuels de la culture de la sécurité CBRN se bénéficieraient en amenant davantage de jeunes dans le débat, en particulier en ce qui concerne la continuité et la viabilité de la population active et pour identifier les menaces et les nouvelles technologies CBRN.

8. L'éducation et la formation sont la clé pour réaliser la culture de la sécurité CBRN et la durabilité. Les centres de l'excellence peuvent jouer un rôle fondamental en fournissant la formation sur la culture de sécurité.

Dans le passé, le GP a financé le développement humain dans le cadre de son mandat pour l'engagement scientifique. Un défi consiste maintenant à tirer parti de cette expérience et d'élargir le cadre. Un mouvement de sensibilisation de sécurité CBRN axée sur l'assistance de sensibilisation de la culture de sécurité CBRN basé sur la coopération peut produire des résultats plus tangibles et durables. Les formulations claires des menaces de sécurité de CBRN et la mission de la culture de sécurité sont nécessaires, afin que le Partenariat Global puisse trouver sa place pour résoudre ces problèmes.

Capacité de CBRNE d'INTERPOL et UNSCR 1540

Ali Rached,
CONSEILLER DE POLITIQUE, INTERPOL, SOUS-DIRECTION DE CBRNE

LA MENACE AUX YEUX D'INTERPOL

L'utilisation potentielle des matériaux de produits chimiques, biologiques, radiologiques, nucléaires et explosifs (CBRNE) par des groupes terroristes, les criminels et autres acteurs non étatiques est devenu l'un des défis plus importants pour la sécurité publique d'aujourd'hui et la sécurité nationale, la stabilité économique et politique à échelle mondiale. Cependant, la volonté des terroristes de devenir des utilisateurs finaux des matériaux CBRNE pour des attaques contre des civils innocents n'est pas nouvelle Des organisations comme al-Qaeda, Aum Shinrikyo et d'autres groupes extrémistes ont expressément annoncé leur intention — accompagné de véritables tentatives — pour développer, acquérir et déployer des armes de destruction massive (WMD) contre les populations civiles.

Néanmoins, plusieurs dynamiques émergentes ont rendu la menace plus réelle et imminente que jamais. Tout d'abord, la complexité de l'architecture et les méthodes opérationnelles au sein d'un monde globalisé des organisations terroristes d'aujourd'hui ont un impact direct sur la dimension de la menace CBRNE . Le mouvement transfrontalier croissant de combattants étrangers permet à des organisations terroristes de tendre la main à une sphère de recrues d'une manière ciblée, à leur tour leur permettant d'accéder à une expertise avancée de CBRNE. Ces groupes adoptent un mode de fonctionnement quasi-identique pendant qu'ils projettent et exécutent des attaques terroristes impliquant des matériaux de CBRNE autour du monde.

En deuxième lieu, l'accessibilité des matériaux CBRNE et de la technologie s'accroît sensiblement en raison de plusieurs facteurs tels que les progrès technologiques (par exemple, le domaine en expansion de la biologie synthétique), la complexité de contrôler le transfert de biens à double usage, et la démocratisation de ce qui était autrefois perçu comme expertise sensible de qualité militaire au sein de la communauté scientifique dans le monde entier.

En troisième lieu, la nature complexe et interdisciplinaire des attaques CBRNE et le caractère indiscriminé de leurs conséquences dévastatrices au-delà des frontières font leur prévention et leur rétention presque impossible pour qu'un organisme, ministère ou pays puisse l'accomplir de façon unilatérale. Le manque de coordination entre les parties concernées crée des lacunes qui pourraient facilement être exploitées par des terroristes pour traduire avec succès leurs intentions malignes en actions nuisibles.

Dans la perspective de l'application de la Loi, les crimes CBRNE sont perçus comme « faible incidence, impact élevé. » La nature peu fréquente d'incidents CBRNE en général (y compris la recherche, industriels accidents de transport, épidémies, etc..) et des actions malveillantes impliquant des moyens matériels CBRNE signifient que les autorités de police du monde entier prennent souvent la décision d'attribuer la majorité de leurs ressources à la prévention et à la réponse aux crimes plus conventionnels et plus fréquents. Malgré cette logique, cependant, l'impact élevé et les graves conséquences humaines, sociales, économiques et politiques d'une attaque réussie de CBRNE justifient investir dans le développement de programmes de prévention et de contre-mesures.

Comme réaction à cette réalité, l'Organisation internationale de Police criminelle a pris la décision stratégique en 2010 de lancer une prévention globale du terrorisme CBRNE et une capacité d'intervention à l'appui de ses 190 pays membres. Cette décision a été approuvée à l'unanimité par la communauté internationale d'INTERPOL par l'adoption de la résolution AS-2011-RES-10 lors de la 80e session de l'Assemblée générale d'INTERPOL. C'est alors qu'une sous-direction spécialisée dans CBRNE (CBRNE SD) a été officiellement créée au sein de l'INTERPOL pour lutter contre le terrorisme, pour la sécurité publique et la direction de la sécurité Maritime. Le CBRNE SD prend en charge, favorise et coordonne les efforts individuels des 190 pays de membres d'INTERPOL en déployant une méthodologie axée sur les renseignements, orientée vers la prévention liée par la démarche inter- organisme.

Le lancement de la capacité CBRNE d'INTERPOL est venu en réponse à la préoccupation croissante du phénomène de la prolifération non étatiques et des réseaux de contrebande qui trafiquent avec des matières CBRNE. A cette époque, un robuste mécanisme mondial était déjà en place pour contrer la menace posée par la prolifération d'armes de destruction massive des États et leurs moyens de livraison. Toutefois, ce régime de non-prolifération classique et ses différents instruments ont besoin de s'adapter pour faire face à une menace CBRNE d'acteurs non étatiques. En réponse, la communauté internationale a commencé à façonner une nouvelle approche dans le but de s'attaquer à la menace CBRNE non-étatiques émergente de façon pragmatique et concrète. Alors que la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSCR) 1540 a été le premier instrument mondial pour traiter explicitement l'élément non-étatique du dilemme de la prolifération, des initiatives telles que le Sommet de Sécurité Nucléaire (NSS) ont commencé à aborder la question au plus haut niveau politique. Néanmoins, des outils concrets et des mécanismes de mise en œuvre sont encore absents. Dans ce cadre, INTERPOL a été parfaitement placé pour combler cette lacune. Sa mission opérationnelle et mandat apolitique lui ont permis de s'attaquer aux crimes CBRNE de manière pratique et sur mesure.

L'utilisation d'armes chimiques dans le conflit syrien en 2013 a déclenché l'alarme au sujet de la possibilité sérieuse que des « acteurs » non-étatiques puissent acquérir et utiliser des armes de destruction massive. En outre, l'activation du mécanisme du Secrétariat Général de l'ONU (UNSGM) pour enquêter sur les utilisations alléguées d'armes chimiques et biologiques et le déploiement d'une équipe d'enquête sur place, une équipe composée d'experts de l'Organisation Pour La Prévention Des Armes Chimiques (OPCW) et l'Organisation mondiale de la santé (WHO) — dans une zone de guerre a révélé l'importance vitale de l'ajout d'un composant de sécurité à la mission. Cette réalité a poussé INTERPOL à envisager d'offrir un soutien tangible à l'UNSGM à travers d'une participation active aux exercices de formation[1] et l'ajout d'expertise d'application de la loi au mécanisme.

LA CONNEXION INTERPOL-UNSCR 1540

Rebecca Hoile a revêtu l'Équipement de Protection Personnel pour entrer dans la salle d'isolement de l'hôpital.

mandat et à la constitution d'Interpol[2], l'organisation a fixé les frontières de son champ d'action de CBRNE , se concentrant exclusivement sur les menaces des acteurs non-étatiques. En d'autres termes, INTERPOL ne se concentre sur aucune question relative aux programmes parrainés par l'état sur la prolifération des WMD qui sont traitées par d'autres mécanismes juridiques et institutionnels internationaux. La définition d'INTERPOL d'acteurs non étatiques englobe non seulement des groupes terroristes, loups solitaires et autres criminels comme les utilisateurs finaux, mais aussi une image plus grande du trafic illicite des matières CBRNE et ses différents composants. Les fournisseurs, les intermédiaires, les acheteurs, et les réseaux de contrebande, tous relèvent de la compétence d'Interpol. En conséquence, la mention explicite d'UNSCR 1540 des acteurs non-

1 Deux membres du personnel d' INTERPOL - CBRNE SD ont participé à un exercice de deux semaines d'UNSGM en Allemagne au début de novembre 2014 .

2 L'article 3 de la constitution d'INTERPOL consacre le principe de base de la neutralité en interdisant explicitement INTERPOL de s'engager dans les sujets de caractère politique, militaire, religieux, ou racial.

étatiques a fait de la résolution un point de référence pour les activités connexes CBRNE- INTERPOL.

Depuis le début quand INTERPOL a établi sa capacité CBRNE, il a échangé des lettres officielles avec le Comité 1540 régulièrement, exposant les modalités de leur collaboration continue et désignant les points de contact respectifs (POC). En juillet 2013, les Nations Unies ont reconnu, dans le rapport de son Secrétaire général (A 68/164) à l'Assemblée générale — les efforts d'INTERPOL visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive. En 2014, lorsque les parties concernées ont célébré le dixième anniversaire de la résolution UNSCR 1540, INTERPOL a participé activement aux réunions qui ont eu lieu pour discuter de l'état actuel de la mise en œuvre de la résolution et de ses perspectives d'avenir. Par ailleurs, INTERPOL et le Bureau de l'ONU pour le Affaires de Désarmement (UNODA) élaborent actuellement des méthodes pour formaliser leur collaboration et relations dans le cadre de la résolution 1540. Commentant le rôle croissant d'INTERPOL dans ce domaine, Jeffrey Muller, directeur adjoint d'INTERPOL pour le CBRNE SD et officier désigné du POC à la Commission de la résolution UNSCR 1540 — a affirmé que "nous avons besoin de nous assurer que les mécanismes mis en place par la communauté internationale pour prévenir et répondre à ces incidents CBRNE, sont entièrement intégrés.

SOUTIEN D'INTERPOL POUR L'EXÉCUTION DE L'UNSCR 1540

Depuis le lancement d'INTERPOL de CBRNE SD, la plupart des activités menées par ses trois unités spécialisées[3] ont directement ou indirectement soutenu la mise en œuvre de la résolution 1540 et ses directives générales. Les exemples des activités qu'INTERPOL a conduit en support des pays dans leurs efforts de mise en œuvre nationale de 1540 incluent :

(Développer et maintenir les mesures physiques efficaces appropriées de protection :

1. Opération S3OMMET (Sécurité, Sûreté, Surveillance des Matières Microbiologiques et Technologies Émergentes): La Science avance tellement rapidement que les gouvernements et les organismes internationaux doivent surveiller les technologies naissantes. Ils doivent élaborer des lignes directrices qui aident la communauté scientifique à utiliser et protéger ces technologies de façon responsable, et le faire d'une manière qui évite d'entraver les futurs développements scientifiques. L'objectif de l'opération S3OMMET est d'améliorer la sécurité et la sûreté des matériaux biologiques et d'introduire ou de renforcer la surveillance des maladies dans les régions là où c'est le plus nécessaire. Opération S3OMMET vise également à renforcer l'application des mécanismes de surveillance des maladies à l'échelle mondiale.

   Il le fait par la sensibilisation des fonctionnaires de police et de la santé publique, des professionnels de la prévention des risques biotechnologiques et des universitaires. Les ateliers visent à renforcer les capacités et à évaluer l'analyse des lacunes, afin que les pays participants puissent être équipés de boîtes à outils sur mesure. Tout en exécutant ces fonctions, INTERPOL optimise les partenariats avec les organisations régionales et internationales compétentes et les agences qui travaillent dans les domaines de la biosécurité et biosûreté. L'initiative est exécutée en collaboration avec la Fédération Internationale des Associations de Biosécurité (IFBA) et les Organisations De Connections Pour Surveillance Des Maladies Régionales (CORDS).

2. Programme de Contre-mesures pour Produits chimiques et Explosifs d'INTERPOL : Ce programme est destiné aux organismes principaux d'application de la loi , organismes gouvernementaux et partenaires de l'industrie chimique. Il leur fournit les connaissances et les outils pour mettre en œuvre des programmes nationaux de sécurité chimique. En s'engageant directement avec toutes les sections de l'industrie chimique — y compris fabrication, distribution, transport et commerce de détail — la communauté d'application de la loi peut jouer un rôle essentiel dans la prévention des criminels et des terroristes pour se procurer des matériaux CBRNE comme armes pour une attaque, ou pour détecter les préparatifs de l'attaque si les acteurs non étatiques obtiennent les matériaux pour fabriquer des bombes.

3 Le CBRNE SD d' INTERPOL est structuré autour de trois unités distinctes spécialisées : (1) l'Unité de Prévention de Bioterrorisme ; (2) l'Unité de Prévention du Terrorisme Nucléaire et Radiologique ; et (3) l'Unité de Prévention du Terrorisme Chimique et d'Explosifs. Chacune des unités est dirigée par un Officier en actif ou un officier supérieur retraité de police qui sert de coordonnateur et est doté d'agents détachés, d'experts dans la matière, d'analystes d'intelligence et de personnel de support.

L'équipe d'entrevue avec le patient suspecté d'Orthopox dans la salle d'isolement.

Ce programme favorise également les activités de contre-mesure visant à identifier, intercepter et enquêter sur le détournement illégal de produits chimiques. Les cours de formation qu'il offre sont conçus pour améliorer la sécurité physique chimique des pays membres, au sein de leurs frontières nationales et en coopération avec les pays voisins, afin d'empêcher la contrebande de produits chimiques à l'étranger.

3. Programme De Contre-Mesures Radiologique Et Nucléaire d'INTERPOL : INTERPOL reçoit le soutien de la Commission de la résolution UNSCR 1540 dans la prestation de sa Formation d'Investigations s Nucléaires Radiologiques et de son Programme de Contre-mesures. Le Comité a également fourni l'appui d'expert aux Ateliers d'Anti-Contrebande Nucléaire d'INTERPOL, un des produits livrables d'INTERPOL sous le processus de panier-cadeau de NSS.

Développer et maintenir des contrôles efficaces appropriées aux frontières et efforts de répression pour détecter, dissuader, prévenir et combattre, y compris par le biais de la coopération internationale lorsque cela est nécessaire, le trafic illicite et le courtage dans ces éléments (c'est-à-dire les matériaux CBRNE*) conformément à leurs autorités légales et législation nationales et compatibles avec le droit international:*

1. Opération Sécurité Intégrée : INTERPOL a lancé l'opération Sécurité Intégrée qui aide la communauté internationale d'application de la loi à suivre la circulation transnationale des personnes impliquées dans le trafic illicite de matières nucléaires ou radioactives. Sous Sécurité Intégrée, les officiers de police aux frontières ou à d'autres emplacements clés peuvent interroger instantanément les bases de données d'INTERPOL pour vérifier si une personne

a fait l'objet d'un Avis Vert.[4] Les 190 pays membres d'INTERPOL continuent à s'engager dans le cadre de l'opération Sécurité Intégrée en augmentant le niveau de partage de l'information.

Dans un développement distinct mais connexe, en décembre 2014, INTERPOL a soutenu une opération en Moldavie, où les autorités ont intercepté et saisi 200 grammes d'uranium hautement enrichi d'une valeur de 1,6 millions d'euros sur le marché noir. Ils ont arrêté sept membres d'un groupe criminel organisé qui se spécialise en matériaux radioactifs de contrebande.[5]

2. Programme CHASE (Application Anti-Contrebande Chimique) Le programme de CHASE est un effort mondial pour lutter contre la contrebande internationale de produits chimiques utilisés pour fabriquer des dispositifs chimiques et explosifs. Il augmente la capacité de la police, douanes, frontière, immigration et agences de sécurité à travailler en collaboration, et il s'appuie sur les points forts de chaque organisation pour augmenter leurs réseaux d'échange d'informations. CHASE utilise une approche multi-agences et multinationale pour offrir une formation avancée en produits chimiques, explosifs et investigations aux pays membres. Dans une application pratique des compétences développées à travers des initiatives de formation de CHASE, INTERPOL coordonne les opérations sur le terrain et fournit un soutien pratique avec un éventail de bases de données, outils et services. Le but final est d'identifier, interdire, et étudier le mouvement des criminels et les matériaux chimiques qu'ils passent en contrebande.

3. Programme Bouclier Global : Le programme est une initiative commune d'INTERPOL, de l'Organisation de Douanes Mondiale (WCO), et d'UNODC. Il cible le détournement illégal et le trafic de 14 précurseurs chimiques utilisés par les terroristes et autres acteurs non étatiques pour fabriquer des explosifs improvisés (IED). Le rôle d'INTERPOL est de coordonner les opérations multisectorielles, frontalières entre les douanes et les autorités de police dans le but de :

- Identifier et interdire les produits explosifs faussement déclarés comme précurseurs chimiques
- Initier des enquêtes sur les matériaux d'IED passés de contrebande ou illégalement détournés.
- Découvrir les réseaux de contrebande et d'approvisionnement qui favorisent le commerce illicite

Dans une opération de juillet 2013 menée le long de la frontière thaïlandaise-malaise sous le nom de code Faucon, INTERPOL a coordonné avec les WCO et les autorités locales la saisie de 73 kilogrammes de chlorure de sodium (un précurseur chimique utilisé dans la campagne actuelle de l'IED) et l'arrestation de plusieurs trafiquants illicites des produits chimiques dangereux.

Au long des dernières années INTERPOL est devenue une organisation internationale de premier plan avec un rôle clé dans la stratégie globale contre le terrorisme CBRNE. En outre, INTERPOL a intégré tous les cadres globaux principaux au nom de la communauté globale d'application de loi, établissant des liens étroits avec les partenaires internationaux appropriés sous l'approche inter-agences. INTERPOL estime que la consolidation de ces partenariats par l'établissement de cadres juridiques et les mécanismes de mise en œuvre est essentielle pour la durabilité des efforts intégrés. UNSCR 1540 fournit le parapluie parfait sous lequel ces initiatives peuvent fonctionner harmonieusement.

4 L'Avis Vert d' INTERPOL fournit des avertissements et l'intelligence au sujet des personnes qui ont commis des offenses criminelles et sont susceptibles de répéter ces crimes dans d'autres pays.

5 Pour en savoir plus concernant l'information veuillez visiter le site Web officiel d'Interpol, < http://www.interpol.int/News-and-media/News/2014/N2014-238>.

Résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Inde

Rajiv Nayan,
INSTITUT POUR LES ÉTUDES ET L'ANALYSE DE LA DÉFENSE, INDE

Du 25 au 26 février 2014, une réunion de société civile baptisée "Identification Des Pratiques Efficaces De Mise En Œuvre Par l'Examen De La Résolution UNSCR 1540 (2004) Après Une Décennie De Son Existence" a été convoquée à Delhi, en Inde. Deux organisations non gouvernementales indiennes —L'Institut pour les Études et les Analyses de la Défense(IDSA) et l'Institut d'Études Stratégiques — ont organisé l'événement, en collaboration avec le King's College de Londres et avec le soutien du Bureau de l'ONU pour les Affaires de Désarmement (UNODA). Environ une centaine de représentants d'ONG d'Asie, Afrique, Europe, Moyen-Orient, Océanie et les Amériques y ont assisté. Des fonctionnaires de différents pays et des Nations Unies y ont participé également.

Auparavant, le 30 novembre 2012 à Delhi, le gouvernement indien a organisé le "l'Atelier 1540 sur Le Renforcement Des Nouvelles Synergies Sur La Sécurité Nucléaire" en collaboration avec UNODA. Prenant la parole lors du deuxième Sommet De La Sécurité Nucléaire, tenu à Séoul en mars 2012, le premier ministre indien Dr Manmohan Singh avait annoncé l'intention de l'Inde d'organiser cet atelier. L'idée derrière l'atelier, à déclaré Singh, était « de rassembler les parties concernées importantes pour une session de séance de réflexion pour bâtir des synergies qui contribuent aux objectifs globaux de la sécurité nucléaire. » L'atelier a représenté une suite de l'engagement du gouvernement indien avec UNSCR 1540 et a manifesté l'évolution de sa politique vis-à-vis de la résolution.

Ces deux ateliers sont les indicateurs intéressants des relations croissantes de l'Inde avec UNSCR 1540. Dans l'atelier du février 2014, la société civile indienne à pris en charge l'UNSCR 1540 et démontré sa volonté de travailler avec les organismes internationaux et la société civile internationale pour mettre en application la résolution. Il y avait une présence majoritaire des représentants de la société civile indienne à l'atelier. En fait, plus de deux-tiers des participants étaient de différents organismes indiens.

Au commencement, comme fait intéressant, l'Inde était sceptique quant à la résolution. Par exemple, elle se rangea avec le groupe des Pays du Mouvement Non-alignés (NAM) , qui s'opposait à la résolution UNSCR 1540 avec le motif que le Conseil de Sécurité n'est pas l'organe approprié pour faire des lois de droit international. Cependant, réalisant le danger des armes de destruction massive, Inde a rejoint les autres pays pour soutenir la résolution et plus tard prendre des mesures pour la mettre en œuvre. Une lettre du 27 avril 2004, du représentant permanent de l'Inde à l'ONU, adressée au Président du Conseil de Sécurité, a résumé la position évoluée de Delhi sur la résolution UNSCR 1540. Dans la lettre, l'Inde a exprimé « l'engagement constant » pour que les efforts combattent la prolifération de WMD.

Cependant, il a attaché quelques réserves. L'Inde s'est opposée à la tendance du Conseil de sécurité d'assumer les pouvoirs législatifs et d'élaboration des traités «au nom de la communauté internationale, contraignant tous les États». Elle a soutenu que la Charte des Nations Unies n'avait pas donné un tel pouvoir au Conseil. L'Inde a également indiqué clairement qu'il n'adhérerait à aucun traité auquel il n'aurait pas consenti. En d'autres termes, l'Inde ne sera pas conforme aux engagements non déterminés dans aucun traité que l'Inde n'ait pas signé ou ratifié. L'Inde a également déclaré qu'elle n'accepterait pas des normes extérieurement contraignantes ou standard, quelle que soit leur source, sur les sujets relevant de son Parlement, y compris la législation nationale, les règlements ou les arrangements, qui ne sont pas conformés aux dispositions constitutionnelles de l'Inde et les procédures ou qui sont contraires aux intérêts nationaux de l'Inde ou portent atteinte à sa souveraineté

Depuis son adoption de la résolution UNSCR 1540, l'Inde a soutenu les efforts pour renforcer le Comité de la résolution UNSCR 1540. Elle a appuyé en 2009 l'examen complet du fonctionnement d'UNSCR 1540. Elle a non seulement soutenu la formation du Comité 1540, mais aussi pris en charge différentes résolutions, prolongeant son mandat. L'Inde a voté pour UNSCR 1977, passé en 2011, pour prolonger la période d'activité du Comité jusqu'au 25 avril 2021. La résolution exige que la Commission réalise deux examens après tous

les cinq ans. Le premier de ces examens à effectuer en 2016 ou avant est entièrement supporté par l'Inde.

L'Inde a soumis ses rapports au Comité UNSCR1540. Les deux premiers rapports étaient de nature générale, mais l'Inde s'est conformée lorsque la Commission a demandé aux pays de déposer leurs rapports nationaux à l'aide de la matrice du Comité. L'Inde a périodiquement mis à jour ses rapports. Les rapports sont en effet une grande opportunité pour l'Inde de mettre en valeur ses structures législatives, réglementaires et ses application devant la communauté internationale. En même temps, produire des rapports et des évaluations ultérieures a également fait que l'Inde se rende compte que des écarts demeurent dans sa structure de contrôle des exportations.

Pour la mise en œuvre de la résolution UNSCR 1540, l'Inde devait combler des lacunes dans son système législatif, et à cette fin, le Parlement indien a passé les projets de loi sur les Armes de Destruction Massive (WMD) et leurs Systèmes de Livraison (interdiction des activités illégales) le 13 mai 2005. Après avoir reçu le consentement présidentiel, le projet de loi est devenu loi, le 6 juin 2005. Elle est communément appelée la Loi WMD. À plusieurs reprises, les fonctionnaires indiens ont déclaré: « Spécifiquement, la Loi d' WMD respecte les engagements de l'Inde conformément à la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération des armes de destruction massive en interdisant la possession, fabrication, transport, acquisition, développement des armes nucléaires, des armes chimiques ou des armes biologiques par des acteurs non-étatiques. »

Cette loi a introduit plusieurs bonnes pratiques globales pour le contrôle des armes de destruction massive dans le système de l'Inde. Par la Loi WMD le système de contrôle des exportations indiennes a maintenant des contrôles de transit et de transbordement, contrôles de retransfert, contrôles de transfert de technologie, des contrôles de courtage et des contrôles sur l'utilisation finale. La loi a également conduit à des changements dans d'autres lois comme la Loi sur le commerce extérieur (règlement et développement). Cette loi modifiée maintenant intègre la technologie et les services

Par Jiuguang Wang (Travail personnel) [CC BY-SA 3.0 (http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0) ou GFDL (http://www.gnu. org/copyleft/fdl.html)], via Wikimedia Commons

dans sa portée. Il aide l'Inde à mettre correctement en œuvre et faire respecter les objectifs généraux de la résolution UNSCR 1540 en fournissant le pouvoir légal d'octroi de licences par le gouvernement et les services douaniers. L'Inde a également modifié sa Loi de Convention sur les Armes Chimiques (CWC) pour faciliter la meilleure délivrance de licences de produits chimiques.

L'engagement se poursuit dans les autres activités mises en œuvre relatives à la résolution UNSCR 1540. L'Inde a soutenu les efforts du Comité d'UNSCR 1540 de mettre en application le mandat de la résolution. Le Comité 1540 est également censé se coordonner avec d'autres organismes internationaux tels que l'Agence internationale de l'Énergie Atomique (IAEA) et L'organisation Pour La Prohibition Des Armes Chimiques. Sous l'égide de l'IAEA, par exemple, l'Inde

a organisé un cours de formation sur la protection physique des installations nucléaires. L'Inde est également préparée pour partager son expertise avec n'importe quel pays qui exprime son intérêt. Un fonctionnaire indien a indiqué lors de la réunion de février 2014 à Delhi : «Les mesures d'application de la résolution doivent être prises par les États basés sur leurs pratiques et processus nationaux. L'assistance et la coopération pour les États qui demandent une telle aide est un élément clé du processus de mise en œuvre. Ces programmes d'aide doivent convenir à la spécificité national ou aux exigences régionales».

Le gouvernement indien, alors, a soutenu la cause d'UNSCR 1540 et de son exécution dans différents forum et organismes régionaux. L'Inde participe activement au Forum Régional d'ASEAN (ARF) sur l'exécution d'UNSCR 1540 Ses fonctionnaires font des présentations lors des réunions d'ARF concernant l'approche indienne à l'exécution de la résolution. Présenter la manière indienne de mettre en application UNSCR 1540 est leur manière de partager l'expérience avec des pays d'ARF. L'Inde a également offert ses équipements pour la formation des fonctionnaires des pays d'ARF.

LE RÔLE FUTUR POUR L'INDE ET DE SA SOCIÉTÉ CIVILE

Après une décennie d'existence de la résolution 1540, l'Inde est sérieuse et active dans la sécurité des WMD. L'Inde nucléaire n'est pas seulement active dans le processus NSS, mais favorise également la sécurité nucléaire à travers d'autres institutions comme le Partenariat du Centre mondial pour l'énergie nucléaire (GCNEP). Vers la fin de 2013, GCNEP avait conduit onze cours concernant la sécurité nucléaire et d'autres questions nucléaires. En 2014, au 15 août, il avait déjà conduit six cours et prévus dix de plus. Il a adressé des invitations spéciales aux pays asiatiques pour le cours sur la sécurité nucléaire. Dans les années à venir, Inde devra mettre davantage de ressources dans ces activités louables. Dans l'ère post-NSS, ces centres d'excellence peuvent être les épicentres pour promouvoir la sécurité et la sûreté nucléaire.

Inde est un signataire des deux traités universels de désarmement dans les deux autres catégories de WMD, les armes chimiques et les armes biologiques. La société civile et le gouvernement indiens ont tous les deux activement participé aux activités concernant la biosûreté et sécurité, aussi bien que la sécurité et la sûreté chimiques. L'Inde reconnaît les défis tels que l'émergence de la recherche en biologie synthétique en Inde et à l'entrée du pays dans la production de produits chimiques. Même les parties concernées favorables à une telle technologie soulignent la nécessité d'un système de réglementation appropriée pour le gérer. L'Inde a développé un système de normalisation pour ces technologies. Elle doit encore perfectionner le système et le partager avec d'autres candidats.
De même, l'Inde a non seulement mis en œuvre la Convention des Armes Biologiques et de Toxines (BTWC) au niveau national mais a également participé à des réunions d'examen de la BTWC. Elle a été une partisane de longue date du renforcement de la BTWC L'Inde devrait prendre l'initiative dans les activités de sensibilisation mondiales ou internationales et régionales et d'autres réunions pour renforcer la convention. L'Inde a une industrie de biotechnologie en plein développement. Ses expériences, y compris ses défis pour contrôler cette industrie, peuvent être utiles pour d'autres pays. L'Inde peut jouer un rôle plus actif pour la biosûreté et la biosécurité en Asie et dans d'autres régions en voie de développement.

En fait, la société civile indienne et le gouvernement, tous les deux, doivent être plus actifs dans la région asiatique. La société civile peut aider des gouvernements nationaux asiatiques par la formation de participants concernés importants qui alternativement peuvent mettre en application le mandat d'UNSCR 1540. Pour cette tâche, les organisations de la société civile indiennes doivent se connecter en réseau avec la société civile mondiale. La société civile globale peut intégrer la société civile indienne dans la recherche et les programmes de formation. Par des activités de recherches, des questions controversées entourant l'exécution d'UNSCR 1540 peuvent être mutuellement résolues. Le gouvernement indien, par exemple, peut jouer un rôle plus constructif dans le Sud-est asiatique et en Asie occidentale. L'Inde peut agir en tant que pont entre ces pays principalement de NAM et le reste du monde.

À cet effet, l'Inde devrait participer activement dans toutes les principales organisations mondiales, internationales, multilatérales et régionales et les organismes. Tel que mentionné précédemment, elle est déjà active dans différents organismes de l'ONU comme le Comité de la Résolution 1540 et l'OPCW, les groupements régionaux comme l'ARF et des initiatives telles que le NSS. L'Inde devrait s'efforcer de joindre tous les régimes multilatéraux de contrôle des exportations, dont sont originaires la plupart des meilleures pratiques diffusées par la résolution UNSCR 1540. Sans aucun doute, l'expérience indienne pourrait être extrêmement utile

à ces organismes multilatéraux. Les membres plus anciens de ces organismes ont besoin de reconnaître l'utilité de faciliter l'entrée d'un pays comme l'Inde dans ces régimes. La relation entre les outils anciens et les nouveaux acteurs aidera la cause de la résolution UNSCR 1540 à long terme.

L'Inde, un pays faisant face constamment au terrorisme, doit se contenter d'être un pays passif participant lors des réunions internationales. En fait, depuis plusieurs décennies, l'Inde comme une victime du terrorisme n'a laissé aucune pierre non retournée pour voir que le terrorisme est contré efficacement au niveau mondial. L'Inde a fait campagne à l'ONU pour le projet de Convention générale sur le terrorisme International. Elle veut voir la conclusion d'une convention dès que possible. Comme l'Inde donne la priorité aux « défis posés par le terrorisme nucléaire à la paix et sécurité internationales » et les « dangers catastrophiques » des transferts d'armes de destruction massive à des acteurs non étatiques et des terroristes, l'Inde devrait parrainer ou coparrainer une résolution à l'Assemblée Générale des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme des armes de destruction massive et de renforcer les efforts entrepris dans le cadre de la résolution 1540. En 2014, les Nations Unies ont observé une décennie du fonctionnement d'UNSCR 1540. L'Inde et la société civile ont été actives à promouvoir l'application de la résolution. Il est tout à fait approprié pour elles de continuer à faire ainsi.

ISO 19600 comme Référence pour la Gestion de la Prolifération dans un Système de Gestion Intégrée de la Conformité

Professeur Dr. Bartosz Makowicz,
CENTRE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE DE LA CONFORMITÉ, UNIVERSITÉ EUROPÉENNE VIADRINA, FRANCFORT, ALLEMAGNE

INTRODUCTION

Nous vivons au XXIe siècle, et jamais auparavant les économies nationales n'ont été tellement interconnectées et si étroitement liées, comme de nos jours. La mobilité, le transit et les transports rapides de marchandises, de personnes, de services, et du capital ont atteint un niveau remarquable, qui était jusqu'à récemment à peine imaginable. Cela a donné lieu à une infrastructure mondiale qui comprend les complexes et versatiles expéditions de marchandises.

La libéralisation progressive du commerce mondial, cependant, a non seulement enregistré des succès mais aussi a ouvert la porte à de nouveaux dangers et risques pour la sécurité. Différentes initiatives bilatérales et multilatérales tentent de surveiller et de réduire au minimum ces risques. Ainsi, il y a dix ans, l'Organisation des Nations Unies à juste titre. a reconnu dans la résolution 1540 cette « prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques, ainsi que leurs moyens de livraison, constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. »

Bien que cette résolution vise principalement la communauté mondiale, les véritables protagonistes dans la prolifération sont les organisations — surtout des entreprises privées — qui restent à l'arrière-plan. Alors la question devrait être : comment pouvons-nous inciter les acteurs à respecter les règles régissant la non-prolifération ?

La réponse doit être : par un système de Gestion intégré de Conformité (CMS) comprenant également les risques de prolifération. À cet effet, la norme ISO 19600, publié le 15 décembre 2014,[1] fournit un excellent point de repère qu'une organisation peut utiliser pour mettre en place un système de gestion de conformité.

À continuation, je vais expliquer (1) la conception d'aujourd'hui de la conformité, (2) sa connexion avec la prolifération, (3) comment un CMS couvrant les risques de la prolifération conformément à l'ISO 19600 pourrait fonctionner, (4) si les risques de prolifération devraient être suivis séparément ou intégrés et enfin, (5) les perspectives et les possibilités pour de tels systèmes. Bien qu'il existe déjà plusieurs initiatives sectorielles sur les bonnes pratiques ou codes de conduite, ISO 19600 propose une solution universelle et intersectorielle pour toutes sortes d'organisations.

DÉVELOPPEMENT ET SIGNIFICATION ACTUELS DE LA CONFORMITÉ

Divers scandales impliquant la non-conformité au sein de grandes entreprises mondiales leaders ont généré un effet dissuasif, ce qui incite la plupart des organisations du secteur privé à mettre en œuvre des CMS pour gérer les risques de conformité divers. De nos jours, cependant, les leaders de l'industrie sont venus à croire que «respecter la conformité » correspond à «faire les choses bien» et que le résultat se traduira par une variété d'avantages pour leurs organisations. Diverses études ont révélé que des CMS efficaces et efficients contribuent à de meilleurs résultats organisationnels, des estimations plus élevées, et — surtout — un environnement plus faible de risque pour les affaires.

Pour comprendre l'idée derrière un CMS, il faut saisir son objectif de base. Mais commençons par une définition : selon ISO 19600, conformité signifie répondre à toutes les obligations de conformité de l'organisation. Les engagements de conformité peuvent être les conditions auxquelles une organisation doit être conforme ou qu'elle choisit de satisfaire. Les lois, les codes d'industrie, les normes d'organisation, la gouvernance des corporations, et les meilleures pratiques sont des exemples du premier, l'éthique et les exemples des attentes de la communauté de ce dernier.

1 Pour de plus amples informations, voir : < http://www.iso.org >.

Par conséquent, la conformité signifie la réalisation de différentes obligations. Mais qui, ou quoi, est censé respecter ces obligations ? Il est évident que seulement un être humain peut se conformer aux obligations ou influencer la structure et les processus d'une organisation pour qu'elle réponde aux exigences.

Donc un être humain est — ou, plus exactement, tous les membres d'une organisation sont --- le centre des Systèmes de Gestion de Conformité. Une interface est construite entre la société à laquelle appartient un être humain et l'organisation dont il fait partie. Comme la conformité traite des êtres humains, il est évident qu'un CMS n'est pas seulement sur les structures et les processus mais aussi, surtout, sur la création d'une culture de conformité durable au sein de l'organisation.

NON-PROLIFÉRATION ET CMS

On pourrait se demander si cette question a un rapport avec la non-prolifération. À première vue la question semble être justifiée. Cependant, en la regardant de plus prêt, la réponse est simple. Étant donné que le marché global est exposé à de nouveaux risques de sécurité et l'un d'entre eux est le phénomène de la prolifération, il semble raisonnable de commencer par le terme *risque*.

Un risque de conformité est défini par l'ISO 19600 comme l'effet de l'incertitude sur les objectifs de conformité. Il a été défini comme la probabilité d'une infraction des obligations de conformité de l'entreprise et les conséquences de non-conformité. Les principaux risques posés par la prolifération — comme indiqué dans la résolution UNSCR 1540 — implique le développement, acquisition, fabrication, possession, transport, transfert, ou utilisation d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques ou leurs moyens de livraison. Si une organisation néglige une norme pertinente à ces risques, il s'avère qu'il a créé un risque de prolifération et est chargé d'un cas de non-conformité.

C'est pourquoi, l'hypothèse est plus que justifiée que les risques de prolifération constituent un type particulier de risque de conformité. De tels risques pourraient être contrôlés dans un CMS intégré ou un Système de Gestion Séparé de Non-prolifération (NMS). Dans les deux cas, ISO 19600 fournit un point de référence unique, qui s'applique universellement et globalement.

ISO 19600

Afin de démontrer comment l'ISO 19600 peut servir pour surveiller les risques de prolifération, je vais expliquer (1) le champ d'application de la Loi, (2) sa fonction générale et (3) les mesures pertinentes.

APPLICATON UNIVERSELLE ISO 19600

Tout d'abord, ISO 19600 ne se concentre pas sur les entreprises ou sociétés. La norme contient un ensemble de lignes directrices pour les CMS dans les organisations, qui sont définies comme les personnes ou groupes de personnes ayant des fonctions distinctes. Les organisations allouent des responsabilités, pouvoir et relations pour atteindre leurs objectifs.

La définition a une large signification qui rend la norme applicable pour une variété d'organismes traitant les matériaux à deux usages nucléaires, chimiques, ou biologiques. Elle s'applique non seulement aux sociétés et aux entreprises énormes mais aussi à de petites et moyennes entreprises.

Comme indiqué dans l'introduction, d'ailleurs, la norme est prévue pour être adaptable aux besoins de l'organisation. À cet effet, une clause de flexibilité dans la norme indique que la mesure à laquelle s'applique la norme dépend de la taille, la structure, la nature et la complexité de l'organisation. Par conséquent, elle est également facilement adaptable aux institutions publiques, organisations internationales, entreprises, sociétés et fondations.

COMMENT EST CENSÉ FONCTIONNER UN CMS SOUS ISO 19600 ?

Le modèle de CMS établi par ISO 19600 résulte de la combinaison de trois systèmes de gestion : la « structure de haut niveau » créée par l'ISO, le «système de gestion des risques, » qui constitue une base pour des mesures de conformité et ledit « cycle PDCA» de l'amélioration continue, bien connu dans le domaine de la gestion de la qualité. (PDCA se réfère à «planifier-faire-vérifier-agir», ou parfois « planifier-faire-vérifier-ajuster. ») Développé à l'origine par Walter Shewhart, le cycle a été popularisé par W. Edwards Deming dans les années 1980.

Selon la norme ISO 19600, un parcours de conformité commence au sein d'une organisation avec la détermination de la portée, en établissant un système

de gestion de conformité en respectant les principes de bonne gouvernance et en identifiant les problèmes externes et internes, mais aussi les exigences des parties intéressées. Déjà à cette première étape, des risques de prolifération devraient être identifiés et intégrés dans les étapes suivantes.

Sur cette base une politique de conformité est établie. Selon la norme ISO, la politique est au cœur des activités de conformité au sein d'une organisation. Elle devra être mise en place par les organes directeurs et cadres supérieurs en consultation avec les employés et devra fournir un cadre pour la fixation des objectifs de conformité appropriés aux fins de l'organisation. La politique devra énoncer la portée du CMS et dans quelle mesure le CMS sera intégré dans d'autres fonctions de l'organisation. Enfin, elle doit également préciser les conséquences de la non-conformité et autres sujets relatifs à la conformité. Les organismes faisant face à des risques de prolifération devraient les couvrir en établissant leurs politiques de conformité.

Ce processus est directement lié à la conformité opérationnelle, qui, en vertu de l'ISO 19600, est basée sur le cycle de Deming susmentionné. Aux fins d'un CMS, planifier, faire, vérifier et agir signifie développer, mettre en œuvre, évaluer et maintenir le système.

Au centre de ce système, ajusté aux besoins de la conformité, se trouve l'engagement de la direction. Une fonction indépendante de conformité (qui accorde l'accès à l'organe de direction à la fonction de conformité, stipule l'indépendance de l'organe de direction et alloue l'autorité compétente et les ressources à l'organe de direction) assigne des responsabilités à tous les niveaux et, en conclusion, établit les fonctions de support.

Le cycle PDCA commence avec l'identification des obligations de conformité et l'évaluation des risques de conformité. Ce processus devrait également couvrir les risques de prolifération. La Planification pour aborder les risques de conformité et pour achever les objectifs se déroule sur cette base. Cette étape est suivie de la planification et du contrôle opérationnels des risques de conformité, ainsi que de l'évaluation des performances et les rapports de conformité. Elle finit avec la gestion d'une potentielle non-conformité et de l'amélioration continuelle au système.

FONCTIONS DE SUPPORT

ISO 19600 exige un système de gestion centré sur les risques basés sur plusieurs mesures opérationnelles, les fonctions dites de soutien. Seulement certaines d'entre elles seront mentionnées ici.

L'un des éléments clés d'un CMS réussi est la sensibilisation du personnel sur les défis de non-conformité ainsi que sur les risques de prolifération. Ceci nous amène de nouveau à la déclaration initiale qu'un être humain est le centre de n'importe quel CMS.

Comme indiqué dans la norme ISO, toute personne effectuant le travail sous la commande de l'organisation doit se rendre compte de la politique de conformité et de son rôle et contribution à l'efficacité du CMS. Le CMS vise à développer et maintenir une culture de conformité. Ceci exige l'engagement actif, visible, cohérent et soutenu de l'organe dirigeant, cadres supérieurs, et une gestion subsidiaire vers une norme commune de conduite publiée qui est nécessaire dans toute l'organisation.

Une bonne communication soutiendra avec force la conformité. Selon la norme ISO 19600, la communication de conformité doit comprendre une communication ouverte et appropriée sur la conformité. Cette communication se déroule grâce à la formation de conformité permanente (y compris les mises à jour de la formation), par le dialogue en cours sur les problèmes de conformité et en faisant un lien clair entre la stratégie de l'organisation, les performances individuelles sur les questions de conformité et le succès de l'organisation. Le but fondamental de communication de conformité est de créer un mécanisme de dénonciation pour que les membres du personnel rapportent des cas soupçonneux. Il est également important de mettre en application un système pour protéger les dénonciateurs contre la revanche.

Une autre mesure de soutien crucial est le code de conduite, un énoncé de pratique mis au point internement, par un organisme international, national ou de l'industrie ou par une autre organisation. Un code de conduite contient habituellement un ensemble de règles par lequel les membres d'une organisation sont liés. Il devra être élaboré selon les besoins de l'organisation et les risques auxquels elle fait face. Il est également important d'employer un langage compréhensible et clair, soutenu par la formation continue, de sorte que les membres sachent s'y conformer.

Un CMS, par ailleurs, prévoit différentes actions qui pourraient être prises pour répondre aux cas de non-conformité. Les organisations lancent généralement des enquêtes internes, non seulement pour

rapidement et efficacement éclaircir l'affaire, mais aussi pour renforcer et améliorer la coopération avec les autorités et corriger l'échec du système.

Un élément supplémentaire exigé de norme ISO de la conformité est le "respect de conformité de diligence-raisonnable de tiers," qui peut être d'une importance majeure pour le suivi des risques de non prolifération. Ceci implique de conduire des évaluations pour éviter une « infection » par les partenaires d'une compagnie. (J'utilise le mot infection délibérément, pour illustrer les énormes dommages que la mauvaise réputation et l'image d'un partenaire peuvent faire à une société en bonne santé). L'évaluation du risque et obtenir l'information fait partie intégrante de la diligence-raisonnable d'un tiers. Ce processus expose souvent des risques de prolifération.

Celles-ci et d'autres mesures de support devraient contribuer au but principal de la conformité : la création d'une culture soutenable de conformité comme définie par la norme ISO Promouvoir les valeurs, l'éthique et les croyances qui imprègnent une organisation et interagir avec ses structures et les systèmes de contrôle pour produire des normes comportementales propices à la conformité est l'objectif primordial.

BONNE PRATIQUE-QUEL CHEMIN CHOISIR ?

Une fois qu'une organisation décide de gérer les risques de prolifération selon ISO 19600 référence, il y a deux méthodes possibles pour la mise en place d'un tel système.

Dans le premier scénario, une organisation peut établir un CMS qui traite seulement la non-prolifération. C'est un NMS. ISO 19600 permet directement de cette option, affirmant qu'un CMS comme un système de gestion peut traiter une seule discipline ou plusieurs disciplines. La portée du système peut comprendre ainsi la totalité de l'organisation, les fonctions spécifiques, les sections spécifiques de l'organisation, ou d'une ou plusieurs fonctions à travers un groupe d'organismes.

Cependant, la deuxième option semble être bien plus efficace . Un CMS intégré contrôle des risques de prolifération en même temps que tous les autres risques de conformité. Mais pourquoi une solution intégrée est-elle plus favorable ? Pour plusieurs raisons. L'intégration des systèmes mène à des bénéfices significatifs comme d'autres effets secondaires positifs. Lesdites prestations comprennent la durabilité profonde dans les structures organisationnelles, l'incorporation des risques de prolifération dans un portefeuille de la totalité des risques qui confrontent l'organisation, réduction des coûts et de la complexité grâce à la convergence des structures, une plus grande efficacité et rentabilité et éviter les litiges sur les compétences. D'autres effets positifs sont l'efficacité supérieure des structures homogènes, un degré plus élevé d'acceptation, un degré de complexité moindre et un niveau élevé de transparence. Ces avantages donnent aux membres de l'organisation une plus grande confiance dans les systèmes et culture d'organisation. Pour finir, ISO19600 déclare que la conformité est rendue soutenable en la tissant dans la culture de l'organisation, et de là dans les comportements et les attitudes des personnes qui y travaillent.

RÉSUMÉ

Tandis que le commerce mondial a apporté des avantages évidents pour la communauté internationale, il a engendré également divers risques pour la sécurité, la prolifération parmi eux. Résolution 1540 s'applique principalement aux pays et États, à la négligence des joueurs réels, des organisations et entreprises privées. Le but principal d'un CMS intégré se situe en surveillant et en réduisant les risques de prolifération. Il peut jouer un grand rôle en réalisant les buts du chapitre VII de la charte de l'ONU, qui couvre les menaces pour la paix, les ruptures de la paix, et les actes d'agression

Donc, à cet effet ISO 19600 peut être considérée comme une référence. Afin d'inciter les entreprises à investir dans de telles structures à niveau national et international, davantage de mesures de motivation doivent être créées. (Pour ceci, les législateurs sont responsables.) La culture de la conformité a une vraie chance pour la création d'une culture durable de non prolifération au sein des organisations. Comme indiqué dans l'introduction à ISO 19600, intégrité et conformité fournissent non seulement la base, mais aussi une opportunité pour une organisation efficace et durable. Les entreprises devraient saisir cette opportunité afin de supprimer la prolifération et accroître leur performance globale.

Ne calcule pas : Robotique et Résolution 1540 du Conseil de Sécurité de l'ONU

Irakli Beridze, CONSEILLER SUPÉRIEUR DE POLITIQUE ET STRATÉGIE, UNICRI
Odhran James McCarthy, CHARGÉ DU PROJET, UNICRI

Que ce soit les robots positronic d'Isaac Asimov, Robby le robot de la Planète Interdite , ou le Lieutenant Commandant Data de Star Trek, nous sommes tous familiarisés avec des robots sous toutes les formes et aspects. Le plus souvent cependant, notre examen des robots se limite au domaine de la science-fiction — un sujet de rêveries. S'il est vrai que les robots entièrement autonomes de science-fiction n'existent pas encore, la recherche et le développement du champ de la robotique s'accélèrent rapidement et l'industrie robotique est en plein essor, fabriquer des robots fait bien plus partie de notre monde que beaucoup ne le croient.

Aujourd'hui, des robots avec des degrés variables d'autonomie (robots semi-autonomes) sont une réalité, et pratiquement chaque jour l'industrie de la robotique annoncent une multitude de nouvelles demandes civiles et militaires de robots. À mesure que l'industrie robotique continue à se développer, il devient de plus en plus courant d'entendre parler de robots utilisés pour nettoyer les maisons, les terres agricoles, déterminer le taux de fonte des calottes polaires, vérifier l'intégrité des pipelines de pétrole et de gaz, surveillez les braconniers d'animaux en voie de disparition et même pour soigner des personnes âgées. En même temps, de grandes compagnies — même celles avec peu ou aucune histoire en robotique, tels que Google et Amazon — se sont réveillées à cette révolution robotique et ont commencé à investir massivement dans la construction et à fortifier leurs propres capacités de robotique. Sans aucun doute, les robots ont commencé à faire un pas hors des pages de nos histoires de science-fiction, hors de l'écran argenté, et dans notre vie quotidienne --marquant l'aube de l'ère de la robotique.

ROBOTS D'ATTÉNUATION DE RISQUE DE CBRN

Quelque part sur la longue liste des applications de robotique se trouve la réduction des risques liés aux matériaux (CBRN) de produits chimiques , biologiques, radiologiques, et nucléaires. Même à ceux qui ont peu de connaissances techniques de la robotique ou des risques de CBRN, les avantages inhérents d'utiliser des robots pour répondre aux incidents impliquant des matériaux

Par Jiuguang Wang (Travail personnel) [CC BY-SA 3.0 (http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0) ou GFDL (http://www.gnu. org/copyleft/fdl.html)], via Wikimedia Commons

de CBRN devraient être immédiatement évidents. En gardant les premiers intervenants à une distance sûre, des robots mobiles fortement équipés de capteurs de CBRN peuvent être utilisés pour effectuer à distance et automatiquement la reconnaissance de CBRN, détecter et surveiller la présence des matériaux de CBRN, alerter les intervenants ou d'autres autorités compétentes, et effectuer même des opérations de délivrance dans des zones contaminées. En plus de cela, les robots peuvent fonctionner pratiquement sans arrêt pendant de longues périodes de temps et atteindre des zones que les intervenants ne peuvent pas, même en portant des combinaisons complètes pour matières dangereuses.

L'attribution récente d'un contrat de 9,6 millions de dollars par le Ministère de la Défense Nationale à iRobot pour la livraison des vingt 510 PackBot CBRN Recce Systems suggère que les États commencent à reconnaître le potentiel énorme pour la robotique dans les opérations de CBRN. Le PackBot est l'un des principaux et des plus connus exemples de robots conçus spécifiquement pour des opérations tactiques dangereuses et a compté avec la confiance des forces de défense des États-Unis en Irak et en Afghanistan, principalement pour l'identification et la disposition des dispositifs explosifs improvisés. Dans le passé, le PackBot et son frère robot plus physique, le Guerrier 710, ont également été utilisés dans diverses opérations de CBRN, peut-être la plus célèbre , a été quand ils ont été déployés pour aider à nettoyer les débris radioactifs et pour étudier l'intérieur de l'usine

nucléaire de Fukushima comme conséquence du tsunami qui l'a frappé début 2011.

Malheureusement, cependant, la technologie est une marée haute qui soulève tous les bateaux, et avec chaque nouveau développement en technologie arrive le potentiel pour l'abus ou l'exploitation. Que ce soient les téléphones mobiles, jeux vidéo ou Internet, des organisations terroristes et autres acteurs non étatiques dépendent de plus en plus de la technologie comme d'une autre arme dans leur arsenal. La robotique n'est pas différente. Tandis que la robotique peut être employée comme outil pour soutenir des opérations de réduction de risques de CBRN, par conséquent, elle pourrait également être abusée ou exploitée par des organismes terroristes et d'autres acteurs non-étatiques pour un certain nombre de choses comprenant le lancement d'attaque en utilisant des matériaux CBRN. Les mêmes avantages que la robotique permet aux premiers intervenants CBRN font que les systèmes de livraison robotique soient attrayants pour des organisations terroristes et autres acteurs non étatiques.

Tandis qu'il peut être difficile de trouver de la robotique de dernier cri , ceci n'empêchera pas certains acteurs bien informés non-étatiques de pirater des robots que les états utilisent pour des but militaires ou d'autres , et de les détourner ou de s'en approprier pour leurs propres buts malveillants. En même temps, la révolution de la robotique a également rendu petit, peu coûteux, facile-à-actionner et largement disponibles, les drones (également connus sous le nom de quadcopters) . Ces drones peuvent être achetés dans un large éventail de boutiques, dans certains cas aussi bon marché que 100 euros et peuvent être facilement actionnés par télécommande, ou même par téléphone intelligent ou tablette. Peut-être encore meilleur marché est l'option « Pour construire votre propre drone. » Les innombrables guides sont accessibles en ligne, simplifiés pour un individu avec le moins d'esprit technique possible.

Quoique le familier entièrement autonome de robotique de science-fiction puisse ne pas être encore disponible-et nous avons ainsi peu de raison de craindre une flotte entièrement autonome de robots terroristes -- les robots semi-autonomes existants et même les robots commandés par des humains présentent une préoccupation majeure de nos jours. En effet, dans son livre Câblé pour la Guerre, P. W. Singer réitère les sentiments d'un employé affecté à un projet de l'Agence de Projets de Recherche Avancée (DARPA). (DARPA est une agence de recherches de technologie du Département de la Défense des États-Unis.) Cet employé a prévenu de la prochaine « intersection des groupes de robotique et de terroristes. »

ATTÉNUATION DU RISQUE DE ROBOTS DE CBRN

À la lumière du potentiel pour l'abus et l'exploitation de la robotique et de la facilité à laquelle un robot peut être converti en système de livraison pour des matières de CBRN, il est justifié de se tourner vers le cadre international pour la réduction de risque de CBRN et, en particulier, vers la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU.

En bref, UNSCR 1540 reconnaît que la prolifération des armes de CBRN ou de leurs moyens de la livraison constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. La résolution vise donc à compléter le cadre international actuel en obligeant les États à adopter des contre-mesures nationales appropriées et efficaces, mettre des contrôles en place pour protéger contre la prolifération des armes CBRN et de leurs systèmes de livraison.

Considérant la robotique comme un éventuel système de livraison d'armes CBRN facilement accessible aux acteurs non étatiques, on pourrait imaginer que des États ont déjà ou sont en train d'adopter des mesures et des contrôles requis aux termes de la résolution 1540. Lamentablement, cependant, ce n'est pas le cas. Il existe peu de mesures en termes de gouvernance pour la robotique à l'heure actuelle.

Dans les œuvres de science-fiction du célèbre auteur Isaac Asimov, ce n'était pas un problème parce que la gouvernance de la robotique a été très simple. Asimov a limité de façon célèbre tous les dangers potentiels de la robotique par la programmation de trois lois dans le cerveau positronic de chacun de ses robots. Comme raconté dans Moi , le robot d'Asimov, ces « Trois lois de la robotique » sont indiquées comme suit :

- Première Loi : Un robot ne peut pas blesser un être humain ou, par inaction, permettre à un être humain de venir pour faire du mal.
- Deuxième Loi : Un robot doit obéir les ordres données par des êtres humains, sauf lorsque ces ordres entrent en conflit avec la Première Loi.
- Troisième Loi : Un robot doit protéger sa propre existence, tant que cette protection n'est pas incompatible avec la première ou la deuxième loi.

Bien que joli sur le papier, ces lois n'ont jamais été converties en réalité parce que les experts en robotique n'ont pas pu les traduire d'un outil de fiction en langage de la robotique. Aussi limitées qu'elles puissent être, cependant, les lois de fiction d'Asimov restent néanmoins le meilleur que nous avons en termes de gouvernance du "Far West" de la robotique — un espace non régi qui bat en brèche

les obligations contraignantes et les objectifs sous-jacents de la résolution 1540.

UNE ÉTAPE DANS LA BONNE DIRECTION

La bonne nouvelle est que la robotique enfin commence à apparaître sur le radar international comme méritant un examen sérieux pour non seulement l'avenir mais aussi pour le présent. Pour le moment la discussion se concentre sur les aspects juridiques, éthiques, sociaux et opérationnels des systèmes d'arme autonome (LAWS) — connu familièrement comme « robots tueurs» — dans le cadre de la Convention sur Certaines Armes Classiques (CCW). Selon un rapport récent du Comité International de la Croix-Rouge en mai 2014, les LAWS sont des systèmes d'armes qui ont « l'autonomie dans les "fonctions critiques" pour acquérir, suivre, sélectionner et attaquer des cibles. »

Reconnaissant les risques potentiels posés par ces armes —armes dépourvues de contrôle humain, de jugement ou de compassion— les Hautes Parties Contractantes à la CCW ont réuni le premier débat multilatéral des LAWS le 16 mai 2014 au bureau de l'ONU à Genève. Les objectifs de cette réunion d'experts ont été d'acquérir une meilleure compréhension des questions soulevées par les armes robotiques autonomes et partager divers points de vue différents des gouvernements concernés et des experts techniques.

À la suite de cette première réunion d'experts, les Hautes Parties Contractantes ont re-convoqué à Genève la réunion annuelle de la CCW des 13-14 novembre 2014 afin de décider comment procéder plus à fond sur la question des LAWS. Même si la plupart des États qui possèdent la technologie robotique significative font partie de la convention et y ont assisté, la conclusion retentissante de ces deux réunions a été qu'il est nécessaire de développer une meilleure compréhension afin d'évaluer vraiment les capacités des LAWS, identifier leur vrai potentiel de nuisance, vérifier l'applicabilité de la CCW et déterminer la place des LAWS en droit international humanitaire

bien qu'il soit loin d'être idéal qu'une décision plus proactive n'ait pas été prise à aucun des deux événements, l'engagement des États à développer une meilleure compréhension est louable. Les décisions prises par les autorités compétentes doivent être entièrement documentées parce que la robotique a un grand potentiel pour influencer positivement et négativement nos vies. À cet égard, il peut être intéressant de dessiner une analogie à la nature à deux usages de certains produits chimiques, tels que le chlore. Le chlore peut être utilisé pacifiquement comme substance pour purifier l'eau, la rendre potable, ou il peut être utilisé sous sa forme gazeuse comme une arme chimique. De même, la robotique peut être employée pour aider les premiers intervenants après un incident de CBRN, ou ils peuvent être employés comme système de la livraison pour une arme de CBRN. Ils sont aussi à deux usages par nature.

En même temps, il est essentiel de se rappeler que le côté d'armes de la robotique, les « robots killer », n'est qu'une partie de l'industrie beaucoup plus grande et croissante de la robotique. L'application militaire de la robotique est tout d'abord liée à l'application domestique et industrielle de la robotique. Prenez par exemple iRobot, la compagnie mentionnée ci-dessus qui a conçu le PackBot. Elle produit également le Roomba, l'aspirateur autonome de ménage. iRobot a également établi une association avec Taser International, un des principaux fabricants de pistolets électriques. De même, Boston Dynamics et SCHAFT Inc. ont été récemment acquis par Google en tant qu'élément de son « Lancement vers la Lune » pour créer une nouvelle génération des robots. Dans un passé pas si récent, par contre, Boston Dynamics et SCHAFT avaient des associations étroites avec les applications militaires de la robotique. Le LS3 de Boston Dynamics, par exemple, a été récemment testé sur le terrain par des Marines des E.U. au cours de l'exercice Rim du Pacifique— un exercice maritime multinational — alors que le robot SCHAFT a gagné l'Épreuve du Concours de Robotique DARPA de 2013 .

Voir la robotique comme une ressource de double usage et considérer la robotique civile et militaire comme liées entre elles, rend très évident qu'une décision parfaitement documentée dans un forum important tels que la CCW est primordiale. Les débats mal ou peu informés pourraient endommager une industrie qui change le visage des temps modernes-libérant une vague des répercussions pour la recherche, le développement, et l'usage de la robotique dans l'environnement civil.

VERS LE FUTUR

Bien que loin d'être exhaustive, que la CCW débatte la robotique représente un début prometteur. Avec une peu de chance, ce peut être le premier de beaucoup de débats internationaux de la sûreté, de la sécurité, et des soucis d'intimité liés à la robotique--un desquels , naturellement, est la menace provenant des matériaux de CBRN. Compte tenu de la relative facilité avec laquelle une organisation terroriste ou autres acteurs non étatiques pourraient monter une attaque CBRN à l'aide d'un système de livraison robotisé, et étant donné le rythme rapide du développement et la disponibilité de la robotique, il est nécessaire de mener à bien ce débat — sensibiliser et promouvoir une compréhension approfondie de notre présent et avenir robotique. Seulement en faisant ainsi, nous pouvons nous assurer que les aspirations des instruments tels qu'UNSCR 1540 s'accomplissent -- protégeant contre la prolifération des armes de CBRN et de leurs systèmes de la livraison.

Examinant l'Interface entre la Culture de la Sécurité Nucléaire et la Culture de la Sûreté Nucléaire.

Terry Kuykendall, Ph.D., REM, CEP, CESCO,
VICE PRÉSIDENT, EVOLVE ENGINEERING & ANALYSIS, LLC
Igor Khripunov, Ph.D.,
MEMBRE ÉMERITE ET PROFESSEUR ADJOINT, CENTRE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET LA SÉCURITÉ,
UNIVERSITÉ DE GÉORGIE

La similarité entre les éléments de la culture de la sécurité nucléaire et de la culture de la sûreté nucléaire a été largement discuté et reconnu sur le plan conceptuel pendant plus d'une décennie. Le besoin d'une base culturelle pour la sûreté nucléaire a été conçu d'abord ; la culture nucléaire de sécurité a évolué comme concept après quelques années. L'idée derrière le développement de la culture de sûreté nucléaire comme une exigence importante dans la gestion du programme nucléaire international a été introduite par un examen de l'IAEA mené en 1986, après l'accident de Tchernobyl. Ce concept préliminaire a été développé plus loin par l'IAEA comme appui de la sécurité des centrales nucléaires et a évolué en une initiative autonome qui a une application directe pour un large éventail d'applications du programme nucléaire.

La culture des idées de base et des éléments de la sûreté nucléaire comme développés par l'IAEA ont contribué à l'identification de la nécessité d'une culture de la sécurité nucléaire parallèle. La nécessité d'une culture de la sécurité nucléaire a été déclarée spécifiquement dans un rapport de l'IAEA de 2001 sur les « Mesures pour améliorer la sécurité des matériaux nucléaires et autres matières radioactives, » émis immédiatement après les attentats terroristes du 11 septembre aux États-Unis. Des directrices détaillées pour l'établissement et la promotion du concept d'un régime nucléaire de sécurité et d'une culture nucléaire de sécurité ont été fournies dans le rapport de l'IAEA de 2008« Mettre en application le guide sur la culture nucléaire de sécurité, » édité comme Rapport nº7 des Séries Nucléaires de la Sécurité de l'agence. L'article 2.4 du présent document décrit brièvement la relation entre la culture de la sécurité et culture de la sûreté, indiquant que :

> ".. .le principal objectif commun de la culture de sécurité et de la culture de la sûreté consiste à limiter le risque résultant de matières radioactives et des installations connexes. Cet objectif repose en grande partie sur des principes communs, par exemple une attitude de questionnement, une approche rigoureuse et prudente et une communication efficace, ouverte, et bidirectionnelle »

Le concept de l'IAEA des objectifs partagés entre la culture de sécurité et de la culture de la sûreté se manifeste par la structure organisationnelle de l'Agence, qui place la responsabilité de ces deux disciplines dans un Département de la Sûreté et de la Sécurité Nucléaire intégré de l'IAEA . (Les fonctions de sécurité nucléaire et de sûreté nucléaire / radiologique, relèvent toutefois, de différentes divisions au sein de ce ministère.) Les éléments communs de ces deux secteurs sont intégraux aux opérations de sécurité et de sûreté. Comprendre où la sûreté et la sécurité se croisent et interfacent et discerner où existent des possibilités d'exploiter les synergies entre les deux, est essentiel pour nourrir une culture globale de sécurité et sûreté intégrée. Étant donné que ces éléments d'une culture organisationnelle globale sont inextricablement liés, l'approche la plus efficace et efficiente à la création d'un programme qui favorise la culture de la sécurité et de la sûreté exige que les dirigeants déterminent quelles fonctions sont complémentaires et quelles ne le sont pas.

Comme un instrument juridique contraignant, la résolution UNSCR1540 exige que tous les États adoptent et appliquent des mesures appropriées contre la prolifération des armes de destruction massive, pour ainsi éviter qu'elles ne tombent entre les mains de terroristes. Dans ce contexte, une culture de la sécurité nucléaire fonctionnelle est essentielle à niveaux de l'état, national, et international. Les préoccupations de sécurité connexes qui animent de nombreuses exigences de sécurité sont incluses dans l'examen des risques de sécurité.

Bien qu'il existe des éléments communs à l'interface entre la culture de la sécurité nucléaire et la culture de la sûreté nucléaire, il est important de reconnaître qu'il est impossible (et indésirable) de tenter de combiner pleinement (ou forcer) les programmes de sécurité et de sûreté dans une seule fonction. La culture de sécurité est suffisamment distincte dans ses objectifs et approches pour justifier son statut comme un champ séparé. Pour la culture de la sûreté, le foyer primaire est dans les actes involontaires ou des conditions qui pourraient conduire à des interruptions, des pannes et des émissions de substances dangereuses de chaînes de recherche, de production et de transport autorisées. Les réponses soulignent la gestion de l'ingénierie de protection et de sûreté. Pour la culture de la sécurité, le foyer principal est sur l'abus intentionnel de l'infrastructure et des produits par des terroristes, criminels, ou d'autres éléments. Les réponses soulignent le rassemblement de renseignements d'intelligence, la protection physique, la vigilance, et la conformité. Leur objectif commun est de protéger les vies humaines, la société, et l'environnement, mais leurs objectifs subordonnés sont atteints par des moyens différents.

Étant donné que les justifications de la culture de sécurité et de la culture de sûreté diffèrent — encore une fois, c'est la différence entre dangers volontaires/intentionnels et accidentels / involontaires — il est évident qu'il y aura des zones de conflit. Les buts des programmes de sûreté et de sécurité peuvent parfois être en conflit, ou ont autrement des objectifs mutuellement exclusifs. Par exemple, alors que pour des raisons de sécurité, il peut être souhaitable d'identifier et de quantifier la quantité et les types de matériel radiologique / nucléaire dans une zone spécifique ou une installation, dans une perspective de sécurité cette divulgation pourrait accroître l'attrait du site comme une cible de terroristes potentielle. Il serait avantageux d'évaluer le danger pour la sécurité en tenant compte de la menace de référence de la conception, d'élaborer un programme des exigences qui assure une protection physique tout en maintenant des restrictions de sécurité et d'examiner les prescriptions d'urgence pour la sécurité et la sûreté.

Toutefois, alors que les conflits entre la sécurité et la sûreté peuvent exiger un examen détaillé au niveau du programme ou du régime, les objectifs de la culture de sécurité et de la culture de la sûreté sont plus universels et moins susceptibles d'entrer en conflit avec le niveau de culture organisationnelle plus élevé. La culture de la sûreté nucléaire et la culture de la sécurité nucléaire fonctionnent mieux quand les points communs et les fonctions sont reconnus et exploités tout en préservant les objectifs et buts distincts de chaque programme culturel au sein de l'organisation. Ce dualisme exige non seulement la négociation, la coopération et la compréhension parmi les participants, mais aussi une culture organisationnelle qui comprenne des éléments actifs, coordonnés et intégrés de la culture de la sécurité nucléaire et de la culture de la sûreté nucléaire pour être accessible. Pour ces raisons, il est absolument nécessaire de trouver les points communs entre ces programmes culturels. Par conséquent, bien qu'UNSCR 1540 parle exclusivement de la sécurité, le composant de sûreté de la culture d'organisation globale est présent également.

Un domaine clé où les cultures de sécurité et de

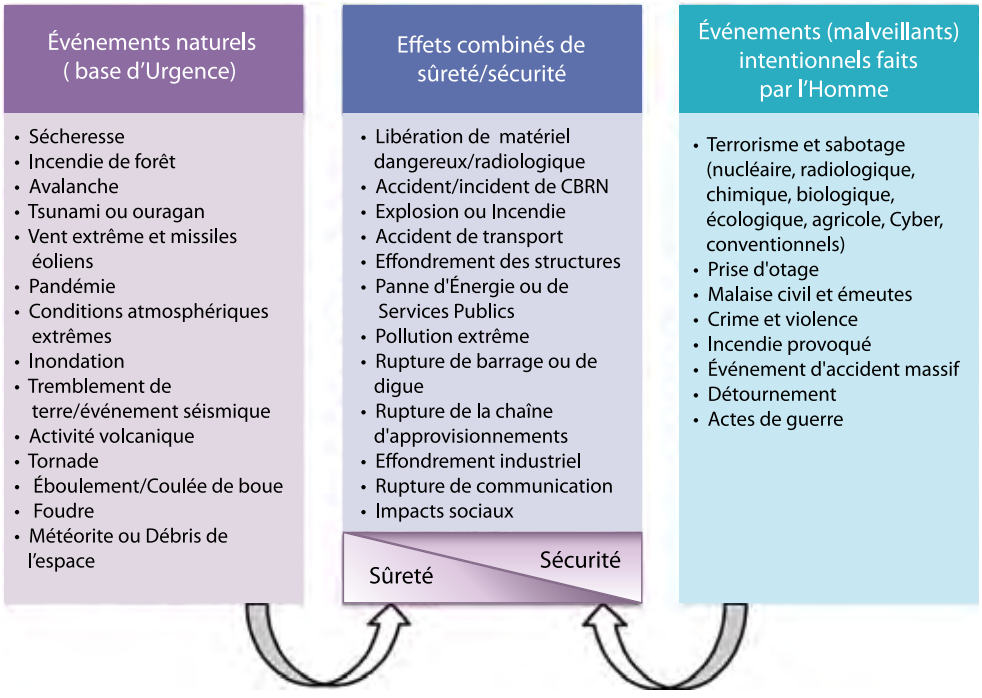


Figure 1. Interface de sécurité/sûreté pour des Événements Naturels par rapport à Réalisés par l'Homme

sûreté se croisent et s'interfacent est en évaluant les résultats et les effets des événements liés à la sûreté et à la sécurité. Bien que les initiateurs peuvent être très différents, les résultats d'un évènement initié par un acte fait intentionnellement par une personne peut avoir certaines ou toutes les mêmes conséquences qu'un événement provoqué par accident. Le désastre nucléaire de Fukushima Daiichi de 2011 a fourni un exemple principal de ce concept. Bien que les dommages subis par les réacteurs aient été causés par un tremblement de terre et le tsunami, il est possible d'envisager une attaque causées par l'homme avec la même intention, capable de paralyser l'économie et l'énergie d'un pays. Compte tenu de ce paradigme, l'interface entre les événements de sécurité (événements artificiels, intentionnels, malveillants) et des événements de sécurité (événements naturels) exige une combinaison soigneusement calibrée de sécurité centrée sur la culture de la sûreté et de la sécurité, comme illustré à la Figure 1.

Étant donné que les résultats de ces événements, quelle que soit la façon de les initier, peuvent entraîner les mêmes exigences (par exemple, intervention d'urgence et action militaire ou paramilitaire, mobilisation de ressources médicales ou de santé, mise sur écoute de soutien international, etc.), compte tenu de l'interface de la sécurité/sûreté et des effets combinés, il est essentiel d'élaborer des programmes et d'utiliser efficacement les ressources limitées.

En plus de l'évaluation de l'interface de sécurité/sûreté pour les impacts de la sécurité nucléaire et les événements de sûreté nucléaire, il est également possible et souhaitable d'évaluer comment l'intersection entre ces deux programmes culturels peut être utilisée au profit d'une organisation ou d'une opération. Lors de l'évaluation de l'interface entre la culture de la sécurité nucléaire et de la culture de la sûreté nucléaire aux échelons les plus élevés au sein d'une organisation ou d'une entité gouvernementale, il devient évident que les aspects culturels des deux programmes offrent des possibilités d'optimisation, rationalisation et d'allocation efficace des ressources. Le tableau 1 présente des exemples de secteurs où les programmes de culture de sécurité nucléaire et de culture de sûreté nucléaire peuvent se connecter, présenter des occasions pour la coopération, le partage, et l'efficacité.

Un élément commun spécifique ayant un impact majeur sur les cultures de la sûreté nucléaire et de la sécurité nucléaire est le facteur humain, ce qui signifie l'élément humain au sein de l'organisation ou de l'entité. L'accident de Tchernobyl de 1986 — en grande partie le résultat d'une erreur humaine--- a lancé le processus d'élaboration des normes viables pour la culture de la sûreté nucléaire, prenant en compte l'erreur humaine dans les analyses d'actes de violence et de terrorisme, ainsi que les violations de la sécurité, a joué un rôle dans le développement de la notion de culture de la sécurité nucléaire.

Comme avec la sûreté, la réussite ultime d'une culture de la sécurité nucléaire dépend de l'élément humain (y compris la direction, engagement, compréhension, responsabilité et d'autres facteurs) pour la mise en œuvre et l'entretien. Comme indiqué précédemment, tant la culture de la sûreté nucléaire comme la culture de la sécurité nucléaire ont l'objectif commun de limiter les risques liés à des installations et matières nucléaires/radioactives. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'appliquer des principes communs et des orientations, accentuant les valeurs de conduite et d'actions de leadership ; identification des problèmes et résolution ; responsabilité personnelle ; planification du travail et contrôle ; apprentissage continu ; un environnement de travail sensibilisé sur la sécurité -et la sûreté- ; communications efficaces (horizontalement et verticalement dans toute l'entreprise) ; développement de la confiance et du respect ; et l'encouragement d'une attitude de questionnement parmi le personnel. Ces traits communs des cultures de sécurité et de sûreté mettent l'accent sur l'importance des facteurs humains et risques humains comme points d'interface.

Introduire le changement culturel peut être une entreprise difficile et de longue haleine. La culture de la sûreté étant un peu plus tangible et donc plus acceptable aux personnes au sein des organisations, exploiter l'interface entre ces deux programmes culturels offre un véhicule pour susciter un climat favorable pour la culture de la sécurité par association. Invoquer des principes reconnus de sécurité, aide les personnes à transposer les concepts d'efforts de sécurité. De toute façon, l'interface entre la culture de sécurité et la culture de sûreté peut tirer bénéfice de la gestion consolidée.

Table 1. Possibilités d'Interface entre la Culture de la sécurité nucléaire et la Culture de la sûreté nucléaire

Culture nucléaire de sécurité	Occasions d'interface	Culture de sécurité nucléaire
Développement d'une déclaration de mission et d'une orientation de mise en œuvre d'un programme pour la Culture de Sécurité Nucléaire.	Développement d'une déclaration de mission intégrée et orientation de mise en œuvre d'un programme pour adapter les cultures de la sécurité nucléaire et la culture de la sûreté nucléaire	Développement d'une déclaration de mission et d'une orientation de mise en œuvre d'un programme pour la Culture de Sûreté Nucléaire.
Formation pour des Programmes de culture de sécurité nucléaires	Utilisation d'éléments communs et partagés dans la formation de la Culture de sécurité et de la Culture de sûreté ; formation combinée ou intégrée	Formation pour des Programmes de Culture de Sûreté Nucléaire
Auto-évaluations de culture de sécurité nucléaire	Auto-évaluation de Cultures de sécurité et de sûreté combinées	Auto-évaluations de Culture de Sûreté Nucléaire
Programme de mesures correctives pour la Culture de la sécurité nucléaire	Programme de la mesure corrective de Culture de sécurité Nucléaire et de Culture de Sûreté Nucléaire combinées.	Programme de mesures correctives pour la Culture de la Sûreté Nucléaire
Programme d'amélioration continue pour la Culture de la sécurité nucléaire	Programme d'amélioration continue pour la Culture de Sécurité Nucléaire et la Culture de Sûreté Nucléaire combinées	Programme d'amélioration continue pour la Culture de la Sûreté Nucléaire
Enregistrement et diffusion des leçons apprises et de l'expérience pour la Culture de la sécurité nucléaire	Programme intégré pour l'enregistrement et la diffusion des enseignements et l'expérience pour la Culture de la Sécurité Nucléaire et la Culture de la Sûreté Nucléaire.	Enregistrement et diffusion des leçons apprises et de l'expérience pour la Culture de la Sûreté Nucléaire
Utilisation des ressources IT sur le web pour la gestion des informations de Culture de sécurité nucléaire, orientation, normes, etc..	Utilisation intégrée des ressources IT sur le web pour la gestion des informations de Culture de Sécurité Nucléaire et de Sûreté Nucléaires, orientation, normes, etc..	Utilisation des ressources IT sur le web pour la gestion des informations de Culture de Sûreté Nucléaire, orientation, normes, etc..
Planification d'interventions d'urgence pour des événements/ actions de sécurité nucléaire	Les plans d'intervention d'urgence intégrés / programme pour la Sûreté nucléaire	Plans d'interventions d'urgence pour des accidents/incidents de Sûreté Nucléaire
Interfacer avec des régulateurs de sécurité nucléaire et les organismes de contrôle	[Si possible] Ouvrir /Interface coopératif entre les organismes régulateurs de la Sécurité Nucléaire et la Sûreté Nucléaire et les organisations de surveillance.	Interfacer avec des régulateurs de Sûreté Nucléaire et les organismes de contrôle
Évaluations des risques et évaluation des menaces de sécurité	Information partagée (et les ressources, comme applicables) pour l'évaluation des risques, des menaces, et des conditions protectrices.	Évaluations des risques et évaluation des Programmes de Sûreté Nucléaire
Considération de la protection physique pour la sécurité nucléaire	Conception optimisée/intégrée des fonctionnalités qui adaptent la sûreté et la sécurité	Considération des caractéristiques de conception pour la Sûreté Nucléaire

Bâtir la Culture de Contrôle du Commerce Stratégique : Vers une Nouvelle Phase dans la Non-Prolifération

Dr. Andrea Viski,
DIRIGEANT SCIENTIFIQUE, COMMISSION EUROPÉENNE,
CENTRE COMMUN DE RECHERCHE

INTRODUCTION

Contrairement à d'autres domaines tels que la régulation de l'énergie nucléaire ou des agents chimiques, aucune institution basée sur le droit n'existe pour superviser et définir les normes internationales pour le contrôle du commerce stratégique. Tandis que la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité des Nations Unies constituait un pas en avant significatif en obligeant des états à mettre en application les systèmes nationaux de contrôle du commerce, il n'existe pas encore un organisme expert principal consacré à rassembler la pléthore de modèles existants et différents des meilleurs pratiques. Alors que la création d'une telle organisation, ou l'importation de contrôles commerciaux stratégiques dans une organisation existante — reste une perspective plutôt lointaine, la question de savoir si une telle réforme est nécessaire dépend de savoir si les bases d'une culture commune du contrôle du commerce mondial existent déjà et si elles existent, peuvent-elles être décrites. Cet article permettra de déterminer pourquoi une telle culture de contrôle de commerce stratégique (STCC) est nécessaire et une progression naturelle et logique des tendances et pratiques actuelles en matière de mise en œuvre dans le monde entier.

La structure de cet article est comme suit. D'abord, il identifie comment STCC peut être défini et pourquoi son développement est nécessaire à un niveau général. En second lieu, il identifie quels acteurs sont appropriés à la formation d'une culture commune. En troisième lieu, il suggère quels genres de principes de base d'une culture stratégique de contrôle d'exportation peuvent être formulés, tenant compte du manque d'uniformité dans l'application des contrôles à niveau international. Enfin, l'article examine comment un exercice plus détaillé pourrait avoir lieu dans le but de parvenir à un consensus sur le « code de conduite, » à savoir un ensemble de principes internationaux de la culture de contrôle des exportations stratégiques.

POURQUOI STCC ?

Une littérature significative et de haute qualité existe déjà dans le domaine de la culture nucléaire de sécurité et de sûreté, comme édité par l'Agence Internationale De L'énergie Atomique en tant qu'élément de la série nucléaire de la sécurité et de la sûreté de l'agence. Un travail plus approfondi a été entrepris par des autorités nationales et internationales, au point que beaucoup de pays maintenant ont consacré des institutions qui s'occupent de ces questions. Pourtant plus de travail a été fait pour identifier ce qu'une culture commune de.[1] Tandis que beaucoup de matériel a été développé pour tirer de ces champs spécifiques, la notion de mise en œuvre de la culture s'appuie sur des secteurs encore plus éloignés tels que médecine, gestion du trafic aérien et l'industrie alimentaire et beaucoup de littérature a été produite pour aider à formuler un STCC distinct et spécifique. La publication d'une norme internationale sur "Les systèmes de gestion de conformité — lignes directrices » (ISO 19600) n'est qu'une étape dans cette direction.[2]

Jusqu'à présent, le débat sur la convenance de l'application du concept de la culture aux contrôles stratégiques d'exportation a été inexistant. C'est surprenant, étant donné que cet important outil de non-prolifération s'appuie sur le principe fondamental de la conformité — conformité de l'industrie, des universités et instituts de recherche, ainsi que des activités de sensibilisation et encouragement à l'application de la conformité de la part des autorités chargées du contrôle à l'exportation. Néanmoins, comme ce domaine ne fait que commencer à s'épanouir, en particulier dans la recherche et les universités, le débat sur la culture est plus urgent que jamais.

Plusieurs facteurs ont convergé au cours de la dernière décennie qui ont augmenté l'importance et l'utilité des contrôles à l'exportation pour enrayer la prolifération de matériaux, d'équipement et de technologie aux acteurs d'états ou non-étatiques qui pourraient les utiliser dans des programmes d'armes de destruction massive. La résolution 1540 du Conseil de sécurité des Nations Unies a contribué à élargir le débat sur la façon d'atteindre l'application universelle

1 Khripunov, Igor. » Un Projet de Culture de Sécurité CBRN » Compass 1540

2 ISO 19600 » Systèmes de gestion de conformité - lignes directrices », 15 décembre 2014. Voir également l'article du Dr. Bartosz Makowicz dans la publication actuelle

des contrôles à l'exportation, compte tenu des divers profils et capacités des pays. Ce débat et le but de parvenir à une conformité avec la résolution la plus élevée possible — peuvent se bénéficier de l'utilisation du concept de culture afin d'identifier des principes communs, convenus auxquels toutes les parties peuvent se rapporter et appliquer.

Le faire ainsi exigerait d'abord attribuer une définition à STCC. Empruntant de la définition de la culture nucléaire de sécurité, qui selon l'auteur est la plus ajustée et appropriée pour cet exercice, une telle définition serait : « L'ensemble des caractéristiques, attitudes et comportement des individus et des institutions qui sert comme un moyen pour soutenir et améliorer la non prolifération par l'intermédiaire d'une réglementation commerciale stratégique ». Issus de cette définition, des mesures spécifiques peuvent être prises pour améliorer le STCC de la part de chaque catégorie d'institutions et d'individus impliqués dans le processus de contrôle des exportations. La section suivante identifie ces acteurs.

QUI A BESOIN DE CULTURE ?

Comme les événements ont poussé la communauté internationale à faire des contrôles de commerce stratégique un outil de non prolifération de choix, la compréhension des parties impliquées a également évolué pour tenir compte des nouvelles réalités. Aujourd'hui il y a beaucoup d'acteurs importants qui doivent travailler vers le but commun de la non-prolifération à niveau national et international. Il est possible de délimiter ces acteurs dans les catégories générales : la communauté internationale, les États, les exportateurs et le grand public. Chacun des quatre a un rôle à jouer en créant et en soutenant un STCC commun :

A) La Communauté internationale : Les contrôles commerciaux stratégiques ont terminés d'être appliqués seulement par les membres des régimes de contrôle des exportations. Ils sont maintenant une obligation légale pour tous les états grâce à UNSCR 1540. Ce changement marque une reconnaissance d'un intérêt commun unissant la communauté internationale dans l'utilisation des contrôles commerciaux stratégiques pour empêcher les acteurs avec un but malveillant d'acquérir la capacité d'utiliser des WMD. Il identifie également que cette menace touche tous les états. Les racines d'une culture commune ont été formées par le Comité 1540, qui a accru la sensibilisation tout en faisant correspondre les fournisseurs d'aide de renforcement des capacités avec ceux qui en ont besoin et grâce aux initiatives de sensibilisation des différents pays, institutions régionales et des organisations internationales. La communauté internationale peut jouer un rôle important, sinon essentiel, pour soutenir, définir et d'aider à la mise en œuvre d'un STCC.

B) *États : Différents aspects d'un STCC devraient être appliqués comme appropriés au sein des ministères et des agences qui jouent un rôle dans le contrôle commercial. Ceux-ci incluent les agences de licences, les Douanes les ministères impliqués dans l'entrée inter-agence et la prise de décision sur le commerce, les garde-frontières, les procureurs, et autres personnes impliquées dans les enquêtes, l'application et l'évaluation des risques et renseignements d'intelligence. Comme tracé dans le No. 7 de la série de sécurité nucléaire de l'IAEA. la structure d'application de STCC dans chaque corps doit reposer sur trois piliers :*

1. La politique adoptée par l'état

2.L'organisation introduite dans chaque organisme

3. L'attitude adoptée par des individus à tous les niveaux[3]

Tandis que cette structure fondamentale peut être empruntée au champ de sécurité nucléaire, la vraie substance d'un STCC viendra d'identifier ce qui est derrière chaque pilier qui est particulier aux contrôles commerciaux stratégiques.

C) *Exportateurs :* C'est peut-être la catégorie d'acteurs où établir un STCC peut avoir l'effet le plus positif et significatif dans le renforcement de l'objectif global de non prolifération. Les exportateurs de marchandises, technologie, et des matériaux à double usage peuvent inclure l'industrie, mais plus souvent le discours a inclus le milieu universitaire et la recherche également. Au lieu de se concentrer sur les marchandises réelles exclusivement, souvent des questions sont posées sur le meilleur moyen de contrôler les transferts de biens immatériels.

Le consensus habituellement constate que de plus en plus, les licences traditionnelles comme une forme de contrôle du commerce stratégique est seulement une des pièces du puzzle.

3 IAEA Nuclear Security Series no. 7, "Nuclear Security Culture," 2008.

L'efficacité dans le contrôle de toutes les formes sensibles à double usage commercial nécessite la conformité. Tandis que la conformité peut facilement être définie en tant que « conformité pour remplir des conditions officielles, » [4] une culture de la conformité verrait des exportateurs comprendre, soutenir, et adhérer aux conditions officielles--le plus important étant la non-prolifération. Regarder le contrôle commercial stratégique du point de vue de la culture peut aider à surmonter des difficultés pour favoriser la conformité. Il peut aider à développer des actions spécifiques qui induisent des exportateurs (comme courtiers, trans-expéditeurs, etc..) à adopter et internaliser la conformité à tous les niveaux de gestion.

D) *Grand public :* Maintenant que le contrôle stratégique du commerce n'est plus seulement du ressort de quelques fonctionnaires dans certains pays, mais en expansion comme une obligation légale pour tous les États et pour de nombreux acteurs au sein des États, le public a aussi un rôle à jouer dans l'élaboration d'un niveau de base de sensibilisation. Le niveau de réalisation ne devrait pas être exagéré, car le champ est technique, mais un STCC de base peut être adopté par le public en étapes spécifiques. Un plan pour consolider ce genre de culture devrait être élaboré.

QUELLE EST LA PROCHAINE ÉTAPE ?

La prochaine étape dans la construction d'un STCC après avoir identifié les types d'institutions et d'individus impliqués, est l'élaboration de mesures spécifiques devant être introduites pour chaque acteur. Comme mentionné, un travail considérable a déjà été fait dans d'autres domaines qui peut servir de point de départ pour cet exercice. Mais ce qui est nécessaire d'abord est un consensus sur ces étapes parmi la communauté de contrôle de commerce stratégique. Sans un certain accord, l'appui nécessaire pour mettre en application réellement les mesures sera faible. Il n'est donc pas dans le champ d'application du présent article d'entrer dans les détails et de trouver des réponses, mais plutôt pour préparer le terrain pour travailler davantage au niveau mondial pour parvenir à un consensus sur ce qui comprend les intérêts communs de sécurité de la communauté internationale.

L'élaboration d'un STCC reflète la progression naturelle du propre champ de contrôle de commerce stratégique, et le processus de consolidation de la culture peut aider à surmonter les nombreux obstacles rencontrés dans la mise en œuvre de la résolution UNSCR 1540 et plus précisément de son paragraphe 3[5]. Ceci est lié à la question de définir ce que signifie « approprié » et « efficace » dans le texte de la résolution — autrement dit, ce qui est exactement nécessaire aux États pour se conformer à la résolution. Actuellement, malheureusement, il n'y a aucun consensus international. La façon des États de mettre en œuvre des contrôles de commerce varie considérablement. Ces disparités sont reflétées dans les initiatives de sensibilisation de renforcement des capacités menées par les acteurs aidants. Alors que les pays peuvent ne pas s'entendre sur les mesures spécifiques liées à l'application du contrôle du commerce, discuter et définir une culture commune sont une étape pratique et réaliste.

Une façon d'entamer le processus serait de former un comité composé d'experts en politique internationale, technique et universitaires dans le domaine du contrôle de commerce stratégique pour examiner la faisabilité de produire un guide d'application pour STCC. Une fois que la faisabilité d'une telle entreprise devient apparente, les prochaines étapes comprendraient identifier des mesures concernant chaque groupe d'acteurs dans le domaine du contrôle de commerce stratégique.

VERS UNE NOUVELLE PHASE DANS LA NON-PROLIFÉRATION

Maintenant que la résolution 1540 a passé son dixième anniversaire, il y a un besoin continu de maintenir l'élan vers la culture de la conformité. Comme les contrôles de commerce stratégique n'ont pas une organisation internationale globale chargée de les mettre en œuvre, harmoniser et améliorer, ils sont compliqués pour que les pays les mettent en œuvre. Pourtant des progrès s'accomplissent, et de plus en plus les pays ont maintenant des systèmes en place. À mesure que la conformité augmente dans le monde entier, une culture commune commence à prendre racine. Cette culture-- une culture commune favorisant les contrôles de commerce stratégique -doit être identifiée, discutée, et consolidée au niveau international.

4 Merriam-Webster, < http://www.merriam-webster.com/dictionary/compliance >.

5 «*Il /Elle décide aussi que tous les États doivent prendre et mettre en œuvre des mesures efficaces pour établir des contrôles domestiques pour prévenir la prolifération d'armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs modes de livraison, y compris l'établissement de contrôles appropriés sur les matériaux connexes...*»

Le Forum de la Société Civile de New Delhi Identifie Des Pratiques Efficaces De Mise En Œuvre De La Résolution UNSCR 1540

Ian J. Stewart,
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES DE GUERRE, KING'S COLLEGE
LONDRES, ROYAUME-UNI
Rajiv Nayan,
INSTITUT POUR LES ÉTUDES ET ANALYSES DE LA DÉFENSE,
INDE

Un forum de la société civile pour identifier les pratiques de mise en œuvre effective de 1540 s'est tenu à New Delhi, en Inde, les 25 et 26 février 2014. L'Institut pour les Études et Analyses de la Défense a convoqué l'évènement en collaboration avec l'Institut pour Études Stratégiques, New Delhi et le King's College de Londres et avec le soutien du Bureau des Affaires de Désarmement de l'ONU. Tenue dans l'auditorium d'IDSA, la conférence a été suivie par des experts de la société civile de cinq continents.

Se déroulant près du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution UNSCR 1540, l'événement a permis à la société civile de réfléchir sur les progrès, les défis et les opportunités pour le mettre en œuvre aux niveaux nationaux, régionaux et mondiaux.

L'ambiance générale de la Conférence était optimiste, reconnaissant que de grands progrès ont été accomplis depuis la création de résolution 1540. Bien que beaucoup de travail reste à faire pour atteindre les objectifs de la résolution, les participants ont estimé de façon évidente que ces objectifs demeurent dignes de leur soutien. Ils ont présenté un certain nombre d'idées innovatrices pour améliorer l'exécution. Dans cet esprit, il était notable que l'événement se soit tenu en Inde, un pays autrefois sceptique des contrôles de non-prolifération du côté de la fourniture . Plus récemment, l'Inde a pris des mesures significatives pour soutenir les objectifs d'UNSCR 1540. En effet, il a été identifié à la conférence que les objectifs de 1540 bénéficient -et donc devraient être soutenus par-- toutes les parties concernées. Ni les gouvernements ni la société civile ne veulent que les acteurs non-étatiques trafiquent ou utilisent des armes de destruction massive.

DÉFIS

Malgré l'humeur optimiste lors de la Conférence, les participants et conférenciers ont clairement précisé qu'il existe de véritables défis pour atteindre les objectifs de 1540 qui, sauf correction, pourraient compromettre la réalisation de ces objectifs. Trois thèmes principaux ont été identifiés : engagement politique, disponibilité de ressource, et défis techniques d'exécution. Il a été suggéré que l'avancée de la mondialisation et la nature dynamique de la menace de prolifération composent des défis devant ceux qui s'efforcent pour mettre en vigueur la résolution 1540 .

L'engagement politique et les ressources disponibles sont liés dans une certaine mesure. Dans de nombreux pays, il y a des problèmes simplement plus urgents que le risque d'acteurs non étatiques de s'impliquer dans la prolifération. Ces défis incluent la guerre, la famine, et d'autres facteurs qui ont des conséquences sur la sécurité et humanitaires. Toutefois, il a été suggéré lors de la Conférence que l'implication des chefs d'État dans le processus du Sommet sur la Sécurité Nucléaire montre comment accroître l'engagement politique peut améliorer la sécurité, même dans les pays où les ressources disponibles sont limitées. Plus précisément, il a été suggéré que les chefs d'État peuvent aider à surmonter les obstacles interministériels qui souvent alignent mal les efforts au sein de bureaucraties. Une attention au plus haut niveau canalise également plus de ressources sur une question. De même, il a été suggéré que l'ouverture à des solutions innovantes — comme l'implication plus à fond de la société civile pour atteindre les exigences de 1540 — pourrait, dans une certaine mesure, contrer les défis posés par un manque de ressources.

Des défis de mise en œuvre techniques ont été soulevés dans la plupart des exposés présentés lors de la Conférence et dans de nombreux commentaires des participants. La résolution 1540 requiert que les états décrètent une grande variété de mesures. Tandis qu'il peut être relativement facile d'élaborer une loi, la mise en œuvre de la pratique quotidienne de la Loi est souvent plus difficile. Par exemple, certaines conditions pour l'application efficace du contrôle d'exportation incluent : fourniture de conseils clairs pour l'industrie et les autorités, créant une bureaucratie bien entrainée et conduire des évaluations souvent complexes de cas-par-cas. Beaucoup de travail a été effectué pour fournir la formation et pour produire des directrices pendant la première décennie de l'existence

de la résolution, pourtant les nombreuses lacunes demeurent encore. Les défis spécifiques identifiés lors de la Conférence comprennent comment mettre en œuvre des contrôles d'utilisation finale aux frontières nationales, comment mettre en œuvre des contrôles avec le support des établissements universitaires (voir ci-dessous) et comment faire en sorte que l'industrie connaisse et soit conforme à la législation nationale.

Sur le thème de la sensibilisation de l'industrie, plusieurs présentations ont mis en évidence les programmes réussis visant à la sensibilisation de l'industrie. Il a été suggéré qu'il y avait encore du travail à faire pour promouvoir le dialogue entre le gouvernement et les entreprises sur les questions de la non-prolifération[1]. Les orateurs ont affirmé que la société civile pourrait jouer un rôle impartial dans ce dialogue. Et en effet, comme indiqué dans une précédente édition de Compass 1540, le Projet Alpha du King's College de Londres, l'un des co-hôtes de l'événement de Delhi, a pris ce rôle depuis 2011.

Ces défis de mise en œuvre techniques, il a été suggéré, s'ajoutent à l'environnement commercial de plus en plus globalisé et à la nature dynamique de la prolifération. Comme résultat de la globalisation et d'autres facteurs, les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus longues et plus complexes, l'information est de plus en plus librement disponible sur internet et la base de fourniture pour les éléments de prolifération sensibles se propage À leur tour, des proliférateurs déterminés continuent de s'adapter à l'évolution des contrôles, souvent à l'aide d'acteurs non étatiques pour acquérir de la technologie à travers de chaînes d'approvisionnement complexes de la base de fabrication mondiale en expansion. Ces facteurs augmentent la pression sur les États ayant moins d'expérience et moins de ressources pour mettre en œuvre les exigences de la résolution 1540 et empêcher la prolifération en le faisant. Les participants à l'événement ont également signalé qu'une grande partie de l'équipement utilisé aux frontières nationales pour appliquer les contrôles est obsolète. La technologie du détecteur de neutron qui excède trois décennies en est un exemple.

OCCASIONS

Le principal message à retenir de la Conférence a été que la société civile, si elle est engagée de façon appropriée, peut aider à remédier beaucoup des défis que rencontrent les gouvernements pour mettre en œuvre les exigences de 1540. Il y a deux raisons principales pour ceci. La première, la société civile est souvent capable de mobiliser des ressources pour le renforcement des capacités, la sensibilisation et la formation qui dépassent les moyens des États avec moins de ressources. La deuxième, la société civile est souvent confrontée à moins de difficultés politiques dans le cadre de conduire le travail au-delà des frontières. Elle peut partager l'expertise et les pratiques efficaces plus aisément.

Un secteur en particulier où les participants à la Conférence maintiennent que la société civile pourrait jouer un rôle accru a été dans les rapports. Actuellement, presque deux douzaines États n'ont toujours pas présenté les rapports nationaux au Comité 1540. Des rapports qui ont été présentés, la qualité et l'exhaustivité varient également. Une raison principale pour ceci a rapport aux ressources limitées disponibles au sein du gouvernement. La société civile pourrait aider à réduire la charge pesant sur les États de préparation de rapports. Elle peut soit aider les États à préparer leurs rapports ou à en surveiller l'exécution.

Pour rendre cette aide, Alpha du King's College de Londres met au point une plateforme de crowdsourcing expérimentale à travers lequel les membres accrédités de la société civile peuvent suggérer des mises à jour vers une version parallèle des matrices des rapports 1540. Cet outil, tout en étant encore en phase de développement, pourrait fournir un itinéraire pratique grâce auquel la société civile peut contribuer à la surveillance de la mise en œuvre de 1540. (Pour plus d'information, voir le http://www.acsss.info.) L'outil fournit également un mécanisme de recherche permettant d'afficher les informations dans la matrice existante de 1540 et les rapports nationaux.

L'amélioration des rapports , éventuellement avec l'aide de la société civile, devra être clé pour la prochaine décennie de la résolution 1540. Seulement en sachant comment la résolution est mise en œuvre au niveau national , les ressources de renforcement des capacités pourront être priorisées efficacement.

PRATIQUES EFFICACES

Un des buts principaux de la Conférence était d'identifier les pratiques efficaces d'application de la résolution. Le rôle de la société civile dans l'identification de ces pratiques est évident: à ce jour seulement quelques États ont recommandé des pratiques efficaces au Comité 1540 comme demandé dans la résolution 1977.

Davantage de travail est clairement nécessaire sur certaines questions qui n'ont été explorées que partiellement au cours de la Conférence. Un domaine

1 Voir également l'article de M. Michael Weiss dans la presente publication

important qui a été soulevé a été les contrôles sur la technologie immatérielle. Lors de la Conférence, il était évident que peu de gens comprennent pleinement comment les autorités nationales devrait faire pour le contrôle de la technologie immatérielle. Il était également clair que les milieux universitaires et les communautés de recherche ne sont généralement pas conscients de l'existence de contrôles de non prolifération (en particulier les contrôles sur les biens intangibles) et sont donc mal équipés pour mettre en œuvre ces contrôles au sein des institutions de recherche. Plus précisément, il a été reconnu que la liberté académique doit être sauvegardée. Le progrès en produisant de nouvelles connaissances a le potentiel de faire du monde un endroit plus sûr. Cela nous amène à la question : comment les gouvernements et les universités peuvent-ils mieux équilibrer les bénéfices contre les risques ?

Sur le sujet du monde universitaire, il a été également reconnu lors de l'atelier que les universités sont bien placées pour éduquer les générations futures sur les risques de prolifération et les risques technologiques. Cela soulève la question de savoir si les universités peuvent renforcer les normes de non-prolifération par l'adoption et l'enseignement des codes de conduite et les mesures connexes[2].

REGARDER AU FUTUR

Parce que l'atelier s'est déroulé au dixième anniversaire de l'adoption de résolution 1540, il fournit une occasion précieuse pour la société civile de réfléchir sur comment les objectifs de la résolution peuvent être mieux réalisés dans sa deuxième décennie, en avance sur l'étude prévue pour 2016.

Pour améliorer la mise en œuvre à l'avenir, il a été suggéré que l'identification d'un mécanisme de suivi et une compréhension plus complète de la mise en œuvre de 1540 devrait être une priorité. On a également suggéré qu'un mécanisme doit être identifié afin d'assurer que les ressources de la société civile soient utilisées efficacement et de façon efficiente pour soutenir la mise en œuvre des mesures de la résolution au niveau national. Le rapport de la Conférence fait une série de recommandations au Comité 1540 sur ceci et d'autres questions.

La principale conclusion de la Conférence est que la société civile peut faire davantage pour faciliter la mise en œuvre de 1540. Le nouvel outil de crowdsourcing développé par Alpha à KCL et les outils législatifs mis au point par VERTIC fournissent des exemples de ce que la société civile peut offrir. En plus de fournir des outils et des informations, cependant, la société civile peut également offrir de l'aide aux états. Ces organismes peuvent aider dans les projets de loi ou les rapports nationaux, ou conduite de sensibilisation et formation pour l'industrie et les universités. Les gouvernements doivent puiser pleinement le soutien et les capacités de la société civile, si les objectifs 1540 doivent être atteints. Le Comité 1540 doit également envisager comment faire en sorte que les ressources de la société civile soient utilisées le cas échéant.

L'activité de suivi prévue, y compris les travaux relatifs aux universités et académies, sera également utile pour relever les défis de mise en œuvre en suspens. S'appuyant sur le succès de cet atelier, les auteurs croient que toutes les possibilités doivent être prises pour associer la société civile dans la mise en œuvre pratique de la résolution 1540.

2 un événement a eu lieu à Londres en novembre 2014 pour explorer pleinement les questions liées à la technologie immatérielle et les contrôles de non-prolifération. L'événement a également exploré comment les universités peuvent susciter la prise de conscience des risques de prolifération dans les générations futures.

Pourquoi les pratiques efficaces ?

La résolution 1540 peut être considérée comme étant d'atteindre des objectifs plutôt que prescriptive en nature. Il indique aux états quoi faire, mais pas comment le faire. Depuis l'adoption de la résolution 1540, cependant, il est devenu évident que les États doivent parfois savoir plus que quel est l'objectif à atteindre ; ils ont besoin de suggestions sur la façon d'y parvenir. Le but des pratiques efficaces vise à combler ce fossé. En sachant comment d'autres états ont réalisé les buts de 1540 dans des secteurs spécifiques, on espère que chaque état sera mieux placé pour atteindre ses buts. Ce principe a été inclus dans la résolution 1977, qui encourage les états à soumettre des pratiques efficaces au Comité 1540.

Il faut reconnaître, toutefois, que souvent il n'y a pas une seule bonne réponse en ce qui concerne la mise en œuvre nationale. De sorte que l'exécution des pratiques efficaces ne devrait pas être considérée une obligation Cela dit, on pourrait faire valoir que lorsque les États choisissent ne pas à mettre en œuvre des pratiques efficaces, ils doivent faire connaître pourquoi ils ne le font pas. Ont-ils trouvé quelque chose d'autre qui fonctionne, ou est-ce qu'ils échouent à résoudre le problème ?

Exemples de pratiques efficaces 1540 identifiées pendant le forum de la Société Civile de New Delhi

Sensibilisation et renforcement des capacités

Pratiques efficaces	Description :	Applicateur
EP1	Les forums régionaux des États sur 1540 devraient créer des groupes de travail sur la mise en œuvre de 1540.	Autorité nationale par l'intermédiaire des organismes régionaux
EP2	Des efforts pour nommer les coordonnateurs régionaux devraient être redoublés afin de coordonner le renforcement des capacités et partager les meilleures pratiques parmi des états dans la région.	Le Comité 1540 avec des organismes et des états régionaux
EP16	Les États utilisent la société civile lors de la préparation des rapports de mise en œuvre de 1540.	Autorité nationale
EP17	Les états préparent et soumettent des plans d'action nationaux au Comité 1540.	Autorité nationale
EP18	Entretien d'un calendrier de diffusion des prochaines activités de 1540 par divers gouvernements, y compris ceux des États-Unis, du Japon et de l'Allemagne.	États semblables

Industrie et engagement relatif

Pratiques efficaces	Description :	Applicateur
EP10	Les fabricants de produits particulièrement sensibles conduisent des diligences raisonnables sur les ventes nationales pour s'assurer que leurs marchandises ne sont pas destinées à des utilisations finales en dehors du territoire, notification des préoccupations aux autorités nationales, le cas échéant.	Entreprises
EP11	Des codes de conduite devraient être adoptés par des organismes professionnels ou commerciaux appropriés pour maximiser le soutien des organisations affectées et des particuliers.	Organismes de professionnels et de commerce
EP12	Les codes de la conduite doivent, dans la mesure du possible, être inclus sur les programmes d'études d'éducation pour les cours appropriés.	Corps éducatifs
EP14	Publier les mesures d'exécution, y compris les poursuites, les sanctions administratives de WMD et les lettres d'aucune action supplémentaire.	Autorité nationale
EP19	Mener des activités de sensibilisation spécifiques au secteur.	Autorité nationale
EP20	Maintenir les directrices de contrôle des exportations, comme les "éléments d'un système de conformité" et éléments similaires.	Autorité nationale
EP21	Les gouvernements maintiennent un système d'information sur le web.	Autorité nationale
EP22	E-learning gratuit à un niveau de « sensibilisation » sur les contrôles à l'exportation.	Autorité nationale
EP28	Cours d'e-learning gratuits sur les lois nationales concernant l'application 1540, y compris sur la mise en œuvre des contrôles d'exportation.	N'importe qui
EP29	Orientation sectorielle sur le respect des questions liées à 1540, notamment le contrôle des exportations, pour les secteurs suivants : universités, fabricants (y compris les sous-catégories), assureurs, financiers et expéditeurs.	Autorité nationale ou organisation déléguée

Contrôles d'exportation

Pratiques efficaces	Description :	Applicateur
EP3	Publier une liste de contrôle d'exportation fondée sur les catégories prévues dans le régime de contrôle des exportations Wassenaar ou une autre norme internationale.	Autorité nationale
EP4	Fournir un service aux utilisateurs finaux d'écran.	Autorité nationale
EP5	Fournir de l'aide à l'industrie pour identifier le statut des produits contre la liste de contrôle du pays.	Autorité nationale
EP6	Évaluer les permis d'exportation contre des critères édités.	Autorité nationale
EP7	Maintenir par l'autorité nationale les directrices de drapeau rouge.	Autorité nationale
EP8	Les entreprises maintiennent un système de conformité d'exportation vérifiable pour les transferts de technologie intangible, qui comprend les détails de ce qui a été transféré, à qui il a été transféré, et comment il a été transféré.	Secteur d'activité

Autre Application Nationale

Pratiques efficaces	Description :	Applicateur
EP9	Que les États maintiennent une « approbation d'étudiant » ou un régime de « Contrôle» pour s'assurer que le personnel qui est associé aux programmes de WMD sanctionnés par l'ONU ne puisse pas accéder au savoir-faire grâce à un enseignement avancé ou des degrés de recherche d'outre-mer .	Gouvernements
EP13	Que le Comité 1540 approuve les lignes directrices de bonnes pratiques pour la responsabilité sociale des entreprises, telles qu'élaborées par KCL et l'Industrie britannique, puis reconnues par les membres du groupe des fournisseurs nucléaires.	Le Comité 1540
EP15	Mettre en application un système électronique de déclaration de douanes qui est relié au système des licences d'exportation.	Autorité nationale

Partage d'informations

Pratiques efficaces	Description :	Applicateur
EP25	Partager des résultats de licences avec l'IAEA, et d'autres organismes appropriés tels que l'OPCW, quant à toutes les importations et exportations de technologies connexes de WMD.	Autorité responsable des Licences
EP26	Partager les notifications de refus pour refus de licence d'export.	Autorité responsable des Licences
EP27	Publier des études de cas impliquant la non-conformité ou le commerce illicite afin d'alerter le secteur des risques de conformité et des défis.	N'importe qui
EP23	Maintenir une voie de communication anonyme à travers lequel l'industrie peut partager des renseignements suspects auprès des autorités compétentes.	Autorité nationale

La Continuation Au Processus De Wiesbaden Favorise L'échange Des Meilleures Pratiques Pour Lutter Contre Les Risques De Prolifération - Réunir Les Menaces De Prolifération Avec Les Systèmes De Gestion Efficaces De La Conformité

Michael Weiss,
ANALYSTE DE PROJET UE-SENSIBILISATION, OFFICE FÉDÉRAL ALLEMAND DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DES CONTRÔLES À L'EXPORTATION (BAFA)

Au cours des dernières années, ledit processus de Wiesbaden initié par l'Allemagne est devenu un mot à la mode bien connu de la coopération gouvernement-industrie qui a gagné la proéminence dans les communautés de la non-prolifération et du contrôle des exportations. Ce processus est basé sur le fait même que l'industrie privée joue un rôle significatif dans l'exécution efficace des efforts de non-prolifération, notamment ceux qui procèdent sous les auspices d'UNSCR 1540 and1977. Compte tenu de l'évolution des nouvelles menaces, à multiples facettes dans un monde interconnecté, globalisé, le rôle du secteur privé devient encore plus important.

La raison pourquoi est simple. Le secteur privé est en mesure de fournir aux représentants du gouvernement et des organismes de réglementation, l'expertise cruciale et pratique d'entrée qui est requise de toute urgence pour identifier les pratiques de mise en œuvre efficaces. Dans cette perspective, l'industrie doit être considérée un partenaire clé pour aborder avec succès les risques de prolifération. Les autorités sont fortement conseillées d'écouter les savoir-faire et les expériences pratiques du secteur privé s'ils veulent créer des cadres de réglementation qui fonctionnent réellement sans entraver les opérations commerciales. Par conséquent, les efforts des états membres à collaborer avec les secteurs industriels concernés sur les efforts de non-prolifération constituent un enjeu clé, dont la communauté internationale devrait être au courant.

Pour fournir un échange régulier de vues des deux extrémités du partenariat public-privé, le processus de Wiesbaden — nommé d'après la ville allemande où la première Conférence a eu lieu --- a été mis en place par l'Allemagne, qui a décidé d'accueillir une série régulière de conférences annuelles de Wiesbaden pour le dialogue entre le Comité 1540, les gouvernements et les organismes de réglementation d'une part et les représentants de l'industrie, d'autre part. Tandis que la première conférence de Wiesbaden en 2012 visait à renforcer l'association entre le gouvernement et l'industrie en général, la suivante, la conférence de 2013 s'est concentrée sur des aspects détaillés de l'exécution d'UNSCR 1540 dans le secteur de la biosécurité.

La conférence la plus récente, les 20 au 21 novembre 2014, a continué la tradition de processus de Wiesbaden en se concentrant sur des stratégies de non-prolifération-connexes de conformité et la gestion au sein des compagnies. L'événement de deux jours s'intitulait « Risques de Non-prolifération: Gouvernance et gestion de la conformité — Dialogue avec l'industrie dans le soutien de la résolution 1540 du Conseil de sécurité ONU (2004), "a été accueillie par le gouvernement fédéral allemand en coopération avec le Bureau de l'ONU pour les affaires de désarmement et du Programme de Sensibilisation de la Commission européenne en contrôles d'Exportation d'éléments à double usage, le dernier mis en œuvre par l'Office fédéral des affaires économiques et de contrôle des exportations.

Les buts de la conférence étaient :

- Facilitation du dialogue face à face entre l'industrie et les régulateurs.
- Fournir un forum mondial pour la diffusion des pratiques et expériences meilleures ou efficaces de l'industrie liées à la non-prolifération dans différents secteurs.
- Informer les gouvernements sur les tendances actuelles de l'industrie et les pratiques de conformité de l'industrie dans le domaine de la non-prolifération.
- Aider les organismes régulateurs à fournir une meilleure orientation.
- Augmenter la sensibilisation et la compréhension des stratégies de non prolifération de coupe transversale.

La Conférence de 2014 a réuni des acteurs privés de nombreux secteurs industriels touchés par les règlements et contrôles relatifs à la résolution UNSCR1540. Des représentants des champs nucléaires, biologiques et chimiques, génie aérospatial, télécommunications et l'informatique et le secteur des transports ont semblé heureux de partager leurs défis sectoriels et le débat de comment y remédier. La majorité des approximativement 70 participants représentait des associations et des initiatives industrielles, ainsi que des entreprises internationales opérant dans de multiples juridictions . Les représentants d'AREVA, de Commerzbank, de General Electric, de Lufthansa, de Phillips, et Rolls Royce ont participé. Des régulateurs et des universitaires de beaucoup de pays différents ont contribué au mélange équilibré des participants de la Conférence, leur permettant de poursuivre des discussions approfondies sur les pratiques efficaces.

l'Ambassadeur OH Joon, Président du Comité 1540, a ouvert la conférence en soulignant le besoin de dialogue continu entre l'industrie et les régulateurs et en recommandant le processus de Wiesbaden qui a été si couronné de succès dans le passé. Il était évident que les entreprises participantes étaient bien conscientes des risques de conformité liés à la non prolifération et favorable à la résolution 1540. Un représentant d'industrie a intensément remarqué que « le risque est là et il semble être là pour rester. Nous sommes obligés de le reconnaître, à concevoir et à mettre en œuvre des mesures qui les réduisent et rester vigilants pour que nos procédures garantissent la meilleure conformité aux règles en place. » Les situations actuelles en Ukraine, en Syrie, en Libye, et en Irak, rappellent le raisonnement pour UNSCR 1540 et l'importance d'autres d'efforts d'application.

Les représentants du gouvernement et de l'industrie partagent l'opinion que les efforts pour empêcher la prolifération des armes de destruction massive ont besoin de favoriser une compréhension commune de la non-prolifération au niveau global. La culture d'organisation a été identifiée comme facteur principal pour des efforts de non-prolifération. Le gouvernement et l'industrie devraient coopérer étroitement afin de soutenir les cultures organisationnelles de non-prolifération-savvy et de sensibiliser tout au long de la chaîne d'approvisionnement. D'ailleurs, le risque de voir une entreprise tomber dans le discrédit a été identifié comme une motivation principale pour les efforts de conformité. Généralement les parties concernées et le public sont circonspects devant la plus légère faille dans la réputation d'une compagnie, la non-conformité porte ainsi des conséquences financières potentiellement nuisibles pour l'organisation affectée.

Dans plusieurs présentations instructives, les représentants de l'industrie décrivent les milieux complexes de normalisation des territoires dans lesquels ils opèrent, ainsi que les pratiques efficaces déterminées dans leurs stratégies de conformité. Ils ont également décrit les défis uniques de leurs secteurs. Par exemple, l'industrie nucléaire a réagi avec un contrôle accru et la crainte que des terroristes acquièrent des WMD après les attentats du 9/11 en 2001. Les leaders de l'industrie ont fait des efforts proactifs pour apaiser les préoccupations liées à la non-prolifération — pas moins que pour l'autoprotection institutionnelle. En même temps, l'industrie du transport a dû développer des stratégies et des systèmes sophistiqués pour examiner les expéditions critiques.

Les différents niveaux de ressources et d'expertise disponibles pour le contrôle de la prolifération des WMD dans les différents pays restent un défi majeur. Il y a un besoin pressant de renforcer des initiatives régionales pour répondre aux exigences minimum pour une politique efficace de non-prolifération.

Pour être efficace, en outre, les programmes de conformité internes doivent être adaptés à la taille et à l'échelle de l'entreprise. Les petites et moyennes entreprises exigent en particulier plus d'appui. À cet égard, les représentants de l'industrie ont proposé que les autorités fournissent davantage de ressources au secteur privé pour les activités de sensibilisation de l'industrie.

En ce qui concerne le défi important de partage d'informations, un orateur a déclaré que « l'évolution des tendances du commerce moderne est rapidement en train de briser les barrières dimensionnelles pour l' accès au commerce. » Le slogan « connaissez votre client, » donc, est devenu de plus en plus important. La coopération augmentée est exigée pour identifier des mécanismes « comment améliorer la récolte d''intelligence valable qui vient sous forme de demandes suspectes qui ne sont jamais réellement investiguées par les destinataires d'industrie. » En conséquence, il y a eu un accord entre les représentants de l'industrie quant à la valeur d'échange d'informations entre les entreprises concernées et d'établir la confiance et la sécurité tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Dans ce contexte, mettre les données à disposition est d'une importance cruciale dans la lutte contre les risques

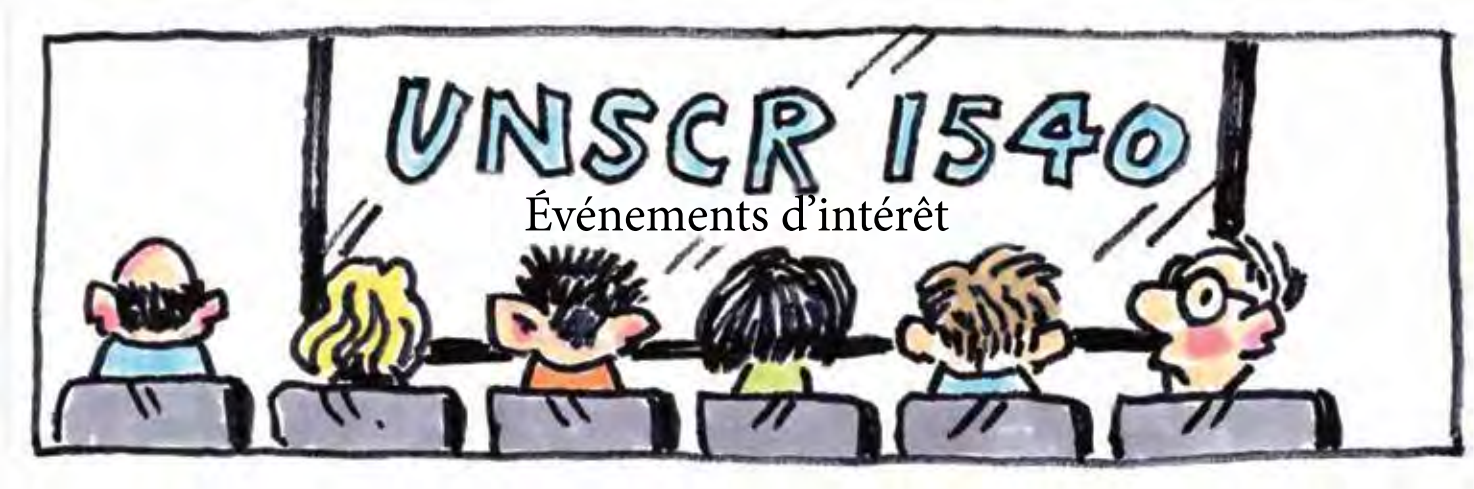
de prolifération. Il a été souligné que «les entreprises peuvent agir comme la première ligne de défense contre la prolifération, car elles sont les mieux placées pour reconnaître les commandes suspectes. »

Les représentants de l'industrieont adressé également leurs besoins et attentes et ce qu'ils voulaient que les gouvernements leur fournissent. De nombreux orateurs ont réclamé plus de clarté et une plus grande standardisation de la législation, en particulier en ce qui concerne les listes de contrôle. L'industrie exige des cadres de régulation pratiques, clairs, applicables, et obligatoires. Les maintenir claires et simples, a été un thème récurrent dans les débats sur les pratiques de conformité efficace. Un orateur a préconisé que la conformité de non-prolifération de WMD devienne une « partie de l'ADN du commerce global. »

Les participants ont critiqué la myriade de réglementations internationales qui sont en application différemment à travers le monde. Des approches et des normes plus conformées sont exigées pour équilibrer des disparités du marché et pour créer un terrain de jeu de niveau. Plus précisément, comme le dit un participant, « la cohérence, la prévisibilité et des normes communes sont vraiment des préoccupations importantes pour l'industrie, et évidemment, il est très important de trouver un équilibre entre les préoccupations de sécurité et l'efficacité économique et lucrative. » En conséquence, le secteur privé devrait être inclus au début de la rédaction et de l'établissement des règles internationales ou même des sanctions. Dans le même temps, les organismes de réglementation devraient envisager l'introduction d'incitatifs ou de récompenses pour les efforts remarquables de conformité.

Le travail continu de la lutte contre la prolifération et pour assurer la sûreté et la sécurité dans le commerce demeure une entreprise qui doit être maîtrisée par une approche commune entre tous les acteurs concernés, et surtout que les régulateurs travaillent de concert avec le secteur privé. Tous les orateurs ont souligné les répercussions des crises internationales actuelles pour la mise en œuvre de la résolution UNSCR1540 et se sont félicités de la contribution du processus Wiesbaden à la sensibilisation sur les risques de prolifération au niveau mondial. La poursuite du dialogue entre l'industrie et les autorités gouvernementales — à niveau local et international, a été suggéré à plusieurs reprises.

Une coopération étroite et confiante entre les entreprises et les associations industrielles, les gouvernements et les organisations régionales et internationales reste un facteur clé de succès. Qu'en est-il de l'avenir proche ? Beaucoup d'entreprises participantes ont salué l'idée de créer un réseau de conformité de l'industrie mondiale. Dans le meilleur des cas, différents réseaux devraient être soit connectés soit consolidés pour les rendre plus efficaces. Dans tous les cas, le processus de Wiesbaden poursuivra son objectif principal : unir la bureaucratie et les affaires derrière la cause de la non-prolifération.



Événements d'intérêt

Date	Titre	Organisateur(s)/ Parrainage	Lieu
2 au 3 mars 2015	Conférence annuelle de l'OTAN sur la limitation des armes de WMD, le désarmement et la non-prolifération	OTAN	Doha, Qatar
16 au 19 mars 2015	1re. Conférence internationale sur la recherche et l'innovation de CBRN	CEA, DGA, IRBA, SDIS06, Univ Nice	Juan-les-Pins, France
17 au 18 mars 2015	La 7e conférence de bio détecteurs et de Bio détection 2015	SELECTBIO	Berlin - Allemagne
23 au 26 mars 2015	Unité de Prévention du Bioterrorisme, Projet RHINO	INTERPOL	Afrique occidentale
24 au 25 mars 2015	SECUREX Afrique occidentale	UBM Montgomery Pty Limited, Lagos, Nigeria	Nigeria (Lagos)
7 au 8 avril 2015	Colloque 1540 du Programme-CDEMA OPCW de CARICOM Sur L'établissement D'un Cadre De Gestion Et d'Intervention D'urgence Chimique.	CARICOM	Port-of-Spain , Trinité-et-Tobago
11 au 17 avril 2015	CSCM – Congrès mondial de Science et Conséquence sur les CBRNE y compris un atelier sur les technologies de l'information pour les systèmes de sûreté et de gestion de crise dans l'industrie chimique (11 -12 avril)	Congrès mondial sur la gestion de la Science et les Conséquences CBRNE, en coordination avec et sous les auspices du gouvernement de la République de Croatie	Zagreb - Croatie
20 au 24 avril 2015	Cours de formation avancée : Coopération Régionale Dans L'intervention Et L'état De Préparation De CBRN	SPS DE L'OTAN	Montana, Bulgarie
21 au 22 avril 2015	Congrès mondial du Contre-Terrorisme	Soutenu par Home Office, R-U	Londres, R-U

Date	Titre	Organisateur(s)/ Parrainage	Lieu
22 au 24 avril 2015	Séminaire National du Programme CARICOM 1540 -Caribbean Maritime Institute sur Sécurité du Port et Maritime	CARICOM	Jamaïque (Kingston)
26 avril 2015	Atelier d'INMM/ANS sur Risques De Sûreté-Sécurité - La Prise de Décision Documentée	INMM	Sun Valley, E.U.
30 juin au 2 juillet 2015	Conférence Globale sur la Réduction de la Menace Biologique	OIE	Paris, France
14 au 16 Septembre 2015	INMM Atelier d'Outils d'Évaluation de la Vulnérabilité	INMM	Boston, Etats-Unis
19-21 October 2015	3e Symposium International sur le Développement des Capacités de Défense CBRN	Sous les auspices du Ministère Fédéral Allemand De La Défense, soutenu par le Ministère Fédéral Allemand De L'intérieur, De La Commande De La Défense du Bundeswehr CBRN-, de l'Office et Fédéral Pour La Protection Civile du Groupe De Travail De La Défense -CBRN de l'Association De l'Armée Allemande.	Berlin - Allemagne
16-18 Novembre 2015	Sommet global de sûreté et sécurité chimique	ICCSS Sous Les Auspices du Ministère d'Économie de la République de Pologne	Kielce, Pologne

Le centre de Compass 1540 pour le commerce international et la sécurité 120 Holmes/Hunter Academic Building Athens,-GA 30602 - E.U.

Holmes/Hunter Academic Building, Université de Georgia

Le Compass 1540 est une publication du Centre pour le Commerce et la Sécurité Internationaux à l'Université de Géorgie

La mission du Centre pour le Commerce et la Sécurité Internationaux consiste à limiter la propagation mondiale des armes nucléaires, biologiques et chimiques. Le Centre mène à bien cette mission en recherchant la dynamique du contrôle commercial des armes, formant les représentants de gouvernement et de l'industrie pour mettre en application des politiques qui limitent la diffusion de ces armes, et instruire des étudiants dans la discipline de la non-prolifération et de la sécurité internationale. Avec des bureaux sur le campus de l'Université de Géorgie et dans la capitale américaine, CITS est un pont entre les mondes de la recherche et des politiques, et apporte les meilleurs atouts de chacun vers l'autre.

706-542-2985 http://cits.uga.edu

Contactez Compass :

http://cits.uga.edu/publications/compass

Rédacteur en Chef : Igor Khripunov
i.khripunov@cits.uga.edu

Rédacteur de Gestion : Christopher Tucker
c.tucker@cits.uga.edu